



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX
Commune de PLOUDANIEL

**MARCHE DE TRAVAUX
RELATIF A LA CONSTRUCTION
D'UNE MAISON MEDICALE ET SOCIALE**

Date et heure limites de réception des offres

MARDI 5 DECEMBRE 2017 à 12H00

**PROCEDURE ADAPTEE OUVERTE EN UNE SEULE PHASE
AVEC POSSIBILITE DE NEGOCIATION**
EN APPLICATION DES ARTICLES 27 ET 59-III 2^{ème} alinéa
DU DECRET N°2016-360 DU 25 MARS 2016 RELATIF AUX MARCHES PUBLICS

Règlement de la Consultation R.C

Décembre 2017

OPERATION :

**CONSTRUCTION D'UNE MAISON MEDICALE ET SOCIALE
Place Alain Poher A PLOUDANIEL**

**Date limite de réception des offres :
Le 5 DECEMBRE 2017, A 12H00.**

Maître d'Ouvrage

(Pouvoir Adjudicateur) : COMMUNE DE PLOUDANIEL

Mairie-Coatdaniel

29260 PLOUDANIEL

☎ 02.98.83.61.57

E-mail : mairie.ploudaniel@wanadoo.fr

Assistance à Maîtrise d'Ouvrage :

S.A. d'H.L.M. d'ARMORIQUE

ARMORIQUE HABITAT

Mme Angélique NICOLAS

Parc d'Innovation de Mescoat

29419 LANDERNEAU CEDEX

☎ 02.98.85.42.33

E-mail : angelique.nicolas@armorique-habitat.fr

Maîtrise d'Oeuvre :

ATELIER DU PICHERY

Cabinet d'Architecte

Monsieur Yves LE COZ

25, rue du Pichery

29000 QUIMPER

☎ 02 98 95 80 56

E-mail : accueil@atelierpichery.bzh

Coordination Sécurité-Santé :

VERITAS

OUEST CTC

CS 62827

29228 BREST CEDEX 2

☎ 02.98.47.90.64

E-mail : gregory.allanic@fr.bureauveritas.com

Contrôle Technique :

SOCOTEC

Zac de Kergaradec III

180 rue de Kérervern – CS 70324

29806 BREST

☎ 02.98.41.44.94

E-mail : construction.brest@socotec.com

Chargé de mission clause d'insertion sociale :

MEFP

**Maison de l'emploi et de la formation
professionnelle du Pays de BREST**

Mme Christelle AMBERLIN

1 rue Louis Pidoux

29 200 BREST

☎ 02.98.42.78.78

E-mail : c.amberlin@pliemefp.bzh

SOMMAIRE

- ARTICLE 1 :** Objet de l'appel d'offres
- ARTICLE 2 :** Conditions de l'appel d'offres
- 2.1. Etendue de la consultation et procédure d'appel d'offres
 - 2.2. Groupement d'entreprises
 - 2.3. Prix du marché
 - 2.4. Particularités du marché
 - 2.5. Précautions à prendre par le candidat pour élaborer son offre
 - 2.6. Coordination Santé et Sécurité
 - 2.7. Décomposition en tranches, en lots
 - 2.8. Délais d'exécution
 - 2.9. Respect du CCTP et du CCAP
 - 2.10. Réalisation des études techniques
 - 2.11. Variantes
 - 2.12. Erreurs Matérielles
 - 2.13. Modifications de détail au dossier de consultation
 - 2.14. Délai de validité des offres
 - 2.15. Propriété intellectuelle des projets ;
 - 2.16. Garanties particulières pour matériaux de type nouveau
 - 2.17. Engagement de Performance
 - 2.18. Respect de la réglementation RT 2012
 - 2.19. Organisation et Gestion des Déchets
 - 2.20. Restriction du Recours à la Sous-Traitance
 - 2.21. Mode de règlement du contrat
 - 2.22. Cautionnements et garanties
 - 2.23. Action d'insertion professionnelle par l'économie et l'emploi
- ARTICLE 3 :** Dossier de consultation
- 3.1 Contenu du dossier de consultation
 - 3.2 Retrait du dossier de consultation
- ARTICLE 4 :** Présentation des offres
- 4.1 Composition des offres
 - 4.2 Remise des offres - Conditions d'envoi
 - 4.3 Vérification des offres
- ARTICLE 5 :** Jugement des offres
- 5.1 Les conditions de fond
 - 5.2 Les condition de forme
 - 5.3 Dispositions particulières
- ARTICLE 6 :** Attribution du Marché
- ARTICLE 7 :** Modification du Marché
- ARTICLE 8:** Renseignements complémentaires

ANNEXES

Annexe I	Déclaration sur l'honneur à souscrire par les Entreprises soumissionnant aux marchés publics
Annexe II	Formulaire DC1 – Lettre de candidature – Désignation du mandataire par ses co-traitants
Annexe III	Formulaire DC2- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
Annexe IV	Formulaire ATTRI 1- Acte d'engagement
Annexe V.1	Annexe à l'acte d'engagement : Formulaire DC4- Demande d'autorisation de sous-traitance et d'agrément des conditions de paiement
Annexe V.2	Annexe au DC4 : Conditions de paiement
Annexe V.3	Annexe au DC4 : Pièces sous-traitant à fournir
Annexe V.4	Demande d'agrément du sous-traitant
Annexe VI.1	Annexe à l'acte d'engagement : Action d'insertion professionnelle obligatoire
Annexe VI .2	Annexe à l'acte d'engagement : Cadre-type de définition des postes proposés
Annexe VII	Cahier des clauses particulières applicables aux marchés du conseil général du Finistère-volet social- insertion professionnelle.
Annexe VIII	Formulaire-type relatif à la description de l'Entreprise, la Société en terme d'effectifs de salaires
Annexe IX	Modèle de trame du mémoire technique justificatif
Annexe X	Modèle de SOGED (Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets).
Annexe XI	Modèle de cadre bordereau de la gestion des déchets.
Annexe XII	Engagement environnemental de l'entreprise
Annexe XIII	Convention de délégation de paiement

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres concerne les travaux de construction d'une [Maison Médicale et Sociale, Place Alain POHER à PLOUDANIEL](#), pour le compte de la Commune de PLOUDANIEL.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 2.1. - ETENDUE DE LA CONSULTATION ET PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres soumis aux dispositions de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015 et de son Décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016, est passé selon les règles de la **Procédure adaptée ouverte en une seule phase et sans variante, avec possibilité de recourir à la négociation**, en application des articles 42-2° de ladite Ordonnance et 27 et 59-III 2^{ème} alinéa, dudit Décret.

Le Maître d'Ouvrage procédera d'abord, comme indiqué aux articles 4 et 5 du présent règlement de consultation, à l'analyse de la recevabilité des candidatures puis à la notation et au classement des offres sur la base des critères définis à l'article 5.1.3 du présent règlement. Le Maître d'ouvrage pourra ensuite engager une négociation avec les candidats dont les offres seront classées 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème}, après notation, en vue du choix de l'attributaire du marché. Cette négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix. A l'issue des négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le présent appel d'offres ayant fait l'objet d'une publicité adaptée, est lancé auprès :

- des entreprises générales avec sous-traitants ;
- des groupements conjoints, solidaires, d'entreprises avec sous-traitants ;
- des entreprises individuelles avec sous-traitants ;
- des entreprises d'insertion ayant reçu agrément de la DDTEFP et de la DDASS ;
- des associations spécifiques créées pour l'insertion.

Le présent appel d'offres contient une clause d'insertion sociale à l'article 2.23 qui vise la promotion de l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et la lutte contre le chômage en application de l'article 38-I de L'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015 .

Le Maître d'Ouvrage s'engage à respecter, auprès de chaque candidat répondant au présent appel d'offres, les principes fondamentaux de la Commande Publique que sont :

- 1°) La liberté d'accès de la commande (respect de la mise en concurrence).
- 2°) L'égalité de traitement des candidats.
- 3°) La transparence des procédures.

ARTICLE 2.2 – GROUPEMENT D'ENTREPRISES

En cas d'offre présentée par un groupement d'entreprises, le présent règlement de la consultation prévoit qu'en cas de remise d'une offre par un groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du présent marché, de chacun des membres de ce

groupement, pour ses obligations contractuelles à l'égard du Maître D'Ouvrage, et ce en application des dispositions de l'article 45-III du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016, relatif aux marchés publics.

En outre, en application des dispositions de l'article 45-V du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016 précité, le présent règlement de la consultation autorise les candidats à présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membre d'un groupement.

En revanche, les candidats ne sont pas admis à présenter plusieurs offres en qualité de membre de plusieurs groupements.

ARTICLE 2.3. – PRIX DU MARCHE

Le marché est conclu en EUROS (€) pour un prix **ferme global et forfaitaire et non révisable**.

En application de l'article 18. IV-1°) et 2°) du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, ce prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des travaux et l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des travaux.

ARTICLE 2.4. – PARTICULARITES DU MARCHE

☐ **Sans objet**

☐ **Surface de plancher :**

☐ **Travaux sur milieux habités :**

☒ **Etablissement recevant du public (ERP) : ERP de type PU de 5ème catégorie**

☐ **Qualité environnementale intégrée au projet :**

ARTICLE 2.5. – PRECAUTIONS A PRENDRE PAR LE CANDIDAT POUR ELABORER SON OFFRE

- Le candidat doit avoir connaissance du plan masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages. En conséquence, le candidat prépare son offre en considération de la nature des terrains et de leurs abords. Le candidat est réputé avoir pris connaissance des lieux, il ne saurait se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante du lieu ou de la situation des ouvrages à exécuter.
- Le candidat doit en outre avoir conscience des conditions générales et particulières d'exécution des travaux. Pour l'exécution des travaux et préalablement à la constitution de son prix, il aura donc apprécié exactement :
 - l'importance et la particularité des travaux
 - toutes les conditions d'exécution
 - toutes les conditions d'occupation des locaux

- toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier
- les contraintes liées à l'approvisionnement et au repli des lieux

Les entreprises désirant se rendre sur le site devront s'adresser à :

Madame Marie Pierre PENGAM
Secrétaire Générale
MAIRIE DE PLOUDANIEL
Coatdaniel
29260 PLOUDANIEL
☎ 02.98.83.61.57
E-mail : mairie.ploudaniel@wanadoo.fr

ARTICLE 2.6. – COORDINATION SANTE ET SECURITE

Les travaux faisant l'objet du présent appel d'offres sont soumis à une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, en application des articles R4532-56 à R4532-74 du Code du travail.

Les coordonnées du coordonnateur "Santé-Sécurité" désigné par le Maître de l'Ouvrage sont indiquées en page 2 du présent Règlement de Consultation.

S'agissant d'une opération de niveau **2**, la mission du coordonnateur comprend notamment l'analyse des risques, des P.P.S.P.S. des entreprises, l'ouverture et la mise à jour du registre-journal, la coordination du chantier et le dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage.

ARTICLE 2.7 - DECOMPOSITION EN TRANCHES, EN LOTS :

2.7.1. Tranches

☒ Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

☐ Il est prévu une décomposition en **XXX** tranches :

- Tranche **X** : **XXXXX**
- Tranche **X** : **XXXXX**

Les **XX** tranches seront réalisées simultanément dans les délais de **XX** mois de chantier.

2.7.2. Allotissements

Les travaux définis ci-dessus font l'objet de **11** lots. La décomposition en lots définie au Cahier des Clauses Techniques Particulières est la suivante :

- LOT N° 1 – GROS-ŒUVRE
- LOT N° 2 – CHARPENTE – MURS OSSATURE BOIS
- LOT N° 3 – COUVERTURE
- LOT N° 4 – MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM
- LOT N° 5 – MENUISERIES INTERIEURES BOIS
- LOT N° 6 – CLOISONNEMENT

LOT N° 7 – REVÊTEMENTS DE SOLS ET MURS
LOT N° 8 – PEINTURES INTERIEURES
LOT N° 9 – FAUX-PLAFONDS
LOT N° 10 – ELECTRICITE
LOT N° 11 – PLOMBERIE – CHAUFFAGE - VENTILATION

2.7.2.1 Offre de base

L'offre de chaque entreprise consultée devra porter sur l'ensemble des travaux formant au moins un lot.

Chaque candidat pourra soumissionner pour un ou plusieurs lots, pour lesquels il possède la ou les qualifications techniques nécessaires, et devra présenter une offre distincte par lot.

Chaque offre devra être assortie d'un prix. Toute offre incomplète pourra être éliminée ou faire l'objet, si le Maître d'Ouvrage le souhaite, d'une demande de régularisation, dans les conditions prévues à l'article 59-III du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

2.7.2.2. Interdiction des Offres variables

Les offres seront appréciées lot par lot. Il est de plus précisé que, conformément à l'article 16 bis II de la loi SAPIN 2 du 29 Septembre 2016, supprimant l'alinéa 4 de l'article 32 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015, les candidats ne sont pas autorisés à présenter une offre variable, dite « globalisée », pour plusieurs lots.

En conséquence, les offres variables qui seraient toutefois remises par les candidats seraient considérées comme irrégulières au sens de l'article 59. I du décret du 25 mars 2016. En revanche, les offres de base qui seraient remises, resteraient recevables.

ARTICLE 2.8. RESPECT DU CCTP ET DU CCAP

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au descriptif du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ils devront remettre une offre rigoureusement conforme au CCTP et le cas échéant au devis quantitatif estimatif (DQE), établis par le Maître d'Œuvre. Ainsi, les caractéristiques essentielles du marché et les niveaux qualitatifs et esthétiques décrits au CCTP devront être respectés.

Le descriptif de la solution technique proposée dans l'offre devra être présenté dans le mémoire technique justificatif du candidat.

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ne peut être modifié. Toute mention manuscrite apportée par le candidat sera réputée non écrite.

Cependant, à titre exceptionnel et dérogatoire, dans le cas où le Maître d'Ouvrage recourt à la faculté qu'il se réserve de négocier avec les candidats ayant présenté les 3 meilleures offres

économiquement les plus avantageuses, des modifications pourront être acceptées d'un commun accord entre les parties. Le Maître d'Ouvrage pourra solliciter l'avis consultatif du Maître d'œuvre.

Le non-respect de ces clauses éliminera l'offre présentée.

ARTICLE 2.9. – REALISATION DES ETUDES TECHNIQUES

Si le candidat retenu pour le marché pose un matériau ou un équipement équivalent au produit initialement prévu au descriptif CCTP, alors que les études techniques (thermiques, acoustiques, etc..) ont déjà été réalisées avant la pose, les nouvelles études techniques nécessaires resteront à la charge financière du candidat .

D'autre part, toute modification de prestation qui différerait au descriptif du CCTP remettant en cause l'étude thermique et donc une mise à jour nécessaire, restera également à la charge financière du candidat.

ARTICLE 2.10.– VARIANTES

2.10.1. Interdiction des variantes à l'initiative du candidat :

Les candidats sont tenus de remettre une offre de base rigoureusement conforme au CCTP établi par le maître d'œuvre, et ne sont pas autorisés à proposer à leur initiative des variantes à la solution de base du descriptif du CCTP

Par conséquent, toute proposition de variante à l'initiative du candidat sera rejetée.

2.10.2. Variantes exigées par le Maître d'Ouvrage :

En revanche, les candidats, en plus de répondre à l'offre de base, doivent obligatoirement répondre à la ou les variantes à cette offre de base, qui peuvent être exigée(s) par le Maître d'Ouvrage et dont les caractéristiques techniques, qualitatives et esthétiques sont définies, le cas échéant, dans le descriptif du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Il est précisé que les variantes présentées par les candidats ne seront examinées qu'à partir du moment où le candidat aura préalablement présenté une offre de base, conforme au CCTP. Ce n'est qu'à partir du moment où cette condition est remplie que les candidats pourront présenter l'autre solution en variante sous réserve de la détailler tant en terme de qualité qu'en terme de prix.

La ou les variantes ainsi présentée(s) devront permettre d'obtenir des performances au moins équivalentes aux prescriptions définies dans le descriptif du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ces performances devront être justifiées par tous documents qui devront être présentés dans le mémoire technique justificatif remis par le candidat.

A défaut, toute proposition de variante qui ne respectera pas les exigences définies dans le descriptif du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) pourra être rejetée.

D'autre part, l'absence de présentation de variante exigée par le Maître d'Ouvrage rendra l'offre de base irrégulière.

La ou les variantes exigées par le Maître d'Ouvrage pourront être de deux types. Il pourra s'agir de Solutions Alternatives (SA) se substituant à l'offre de base ou bien il pourra s'agir de Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE), anciennement dénommées « Options », que le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de commander ou non, jusqu'au moment de la signature du marché.

Les candidats présenteront, dans leur mémoire technique justificatif, une sous partie intitulée « Descriptif de la solution technique de la ou les variantes exigées par le Maître d'Ouvrage », comportant un sous-dossier particulier pour chacune des variantes exigées par le Maître d'Ouvrage.

Chaque variante fera l'objet d'un chiffrage distinct de l'offre de base.

Le Maître d'ouvrage se réservera le droit de juger de l'intérêt de retenir ou non les variantes présentées après analyse et évaluation de ces dernières par le Maître d'œuvre sur la base des mêmes critères et selon les mêmes modalités que ceux prévus pour le jugement des offres de bases.

ARTICLE 2.11. – ERREURS MATERIELLES

2.11.1. Notification d'erreurs éventuelles dans les documents de la consultation

En cas d'obscurités ou de contradictions dans les documents de la consultation, les candidats doivent formuler leur demande d'éclaircissement DIX (10) jours calendaires au moins avant la date de remise de leurs offres et préciser dans leur acte d'engagement les conditions qu'elles ont retenues. A défaut, elles seront considérées comme ayant agi à leurs risques et périls.

En outre, lorsqu'un candidat constatera une erreur dans le dossier de consultation des entreprises et estimera qu'elle mérite d'être rectifiée, même si elle ne concerne que des ouvrages ou parties d'ouvrage dont le règlement est prévu sur prix unitaires, il présentera son offre en décomposant son détail estimatif en deux parties :

- Le montant de la première partie sera le résultat de l'application des prix qu'il proposera, conformément au dossier de consultation des entreprises.
- Le montant de la deuxième partie sera celui des modifications que le candidat estimera devoir apporter.

Il appartient à chaque candidat de présenter, dans la deuxième partie du détail estimatif de son offre, des modifications telles que les ouvrages ou parties d'ouvrages ci-dessus, puissent être réglées aux moyens des prix forfaitaires résultant de ces modifications.

2.11.2. Notification d'erreurs éventuelles de prix dans l'offre du candidat

L'attention du candidat est attirée sur le cas de l'erreur de prix qu'il pourrait commettre dans l'évaluation de son offre.

Si le candidat s'en aperçoit avant la clôture du délai de remise des offres, il aura la possibilité de remettre une nouvelle offre. Dans ce cas, seule la seconde offre enregistrée sera étudiée.

Passé le délai de remise des offres, aucune modification ne pourra être apportée à l'offre. Le Maître d'Ouvrage a néanmoins la possibilité, dans le cadre de la phase de négociation, de demander au candidat de régulariser et compléter son offre pourvu que cela ne la remette pas en cause. Il sera ainsi dans la possibilité de le faire si le classement des offres n'a pas déjà été réalisé et si l'erreur représente moins de 10% du montant total du marché. Dans tous les cas, l'offre erronée pourra être rejetée par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 2.12. - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard DIX (10) jours avant la date fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 2.13. - DELAI D'EXECUTION

Le délai global d'exécution des travaux (HORS VRD pris en charge par le Maître d'Ouvrage) est fixé à l'article 7.1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Il sera au maximum de **14 (QUATORZE)** mois à compter de l'ordre de service qui prescrira le commencement.

Le délai d'exécution des travaux comprend :

- La période de préparation du chantier d'UN (1) mois
- Le complet achèvement des travaux de chaque lot de travaux dans les délais décrits par le calendrier d'exécution établi par le Maître d'oeuvre
- Les congés annuels des entreprises
- Les intempéries contractuelles fixées à QUINZE jours ouvrables .Cependant, si en cours de travaux, le nombre réel de journées d'intempéries est supérieur à ce nombre, le délai de déroulement du chantier sera prolongé d'autant.

Le délai pourra être ajusté lors de la mise au point du calendrier contractuel définitif.

Le calendrier contractuel définitif d'exécution sera arrêté au cours de la période de préparation du chantier dans les conditions fixées au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Le délai d'exécution des travaux sera rappelé dans le cadre de l'acte d'engagement (Cf **Annexe IV**) et ne pourra en aucun cas être modifié.

ARTICLE 2.14. - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter du lendemain de la date limite fixée pour la remise des offres.

ARTICLE 2.15. - PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS

Les propositions techniques présentées par les entreprises demeurent leur propriété intellectuelle pour ce qui concerne leurs procédés.

ARTICLE 2.16. - GARANTIES PARTICULIERES POUR MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU

En cas d'usage ou de mise en oeuvre de matériaux, de fournitures ou procédés de type nouveau, il sera demandé des garanties dont la durée et la nature ne sauraient être inférieures à celles qui découlent de la réglementation et des documents techniques généraux, et notamment des différentes certifications françaises (DTU, ATEC, PASS INNOVATION, CSTB) et des avis techniques reconnus par les Compagnies d'Assurance.

ARTICLE 2.17. - ENGAGEMENT DE PERFORMANCE

Il doit être répondu aux performances demandées par les spécifications du descriptif du CCTP. A cet effet, il est précisé qu'il pourra être demandé aux entreprises susceptibles d'être retenues définitivement, durant la phase d'analyse des offres, toutes notes de calculs, carnets de détails, etc., permettant de justifier le respect des performances.

ARTICLE 2.18. – RESPECT DE LA REGLEMENTATION RT 2012

Il sera donc demandé aux entreprises en cours d'analyse des offres ou de chantier, la fourniture des fiches produit (FDES) et une analyse du conditionnement des matériaux, afin de vérifier que les matériaux et équipements proposés répondent au référentiel de la réglementation RT 2012 .

Ces fiches feront partie du D.O.E.

Le soumissionnaire trouvera en annexe au présent R.C. un engagement environnemental de l'entreprise qu'il devra joindre signé à son offre.

ARTICLE 2.19.– ORGANISATION ET GESTION DES DECHETS

La Commune de PLOUDANIEL s'engage à respecter le Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets issus des activités du Bâtiment et des Travaux Publics (PDPG DBTP) du Finistère, approuvé le 20 Octobre 2016, et destiné à être prochainement remplacé, suite à la loi NOTRe du 7 Août 2015, par le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de Chantier du BTP en Bretagne (PRPG DBTP BRETAGNE) , actuellement en cours d'élaboration , concernant la gestion des déchets dans le bâtiment.

A ce titre et conformément au CCAP, l'offre de l'entreprise est réputée intégrer l'ensemble des coûts liés au stockage, au tri et à l'évacuation, conformément à la loi, des déchets qu'elle produit. A l'appui de son offre, l'entreprise remettra dans son mémoire technique justificatif un Schéma d'Organisation net de Gestion des Déchets(SOGED) quantifié et valorisé, sur le modèle figurant en annexe X. Il sera tenu compte de la remise du SOGED lors du jugement et du classement de l'offre du candidat.

ARTICLE 2.20. –RESTRICTION DU RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE

Conformément aux dispositions de l'article 62 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015, Le Maître d'Ouvrage exige que toutes les tâches essentielles relatives à la réalisation et l'exécution du présent marché soient effectuées directement en nom propre par le candidat titulaire marché.

Par conséquent, le candidat titulaire du marché ne pourra recourir à la sous-traitance que pour les tâches non essentielles du marché.

Si entre l'attribution du marché et l'exécution de ce dernier, cette condition ne pouvait être respectée en raison de circonstances non prévisibles par le candidat titulaire du marché, ce dernier, devra en avertir le Maître d'Ouvrage sans délai et lui adresser une demande d'autorisation de sous-traitance dans les conditions rappelées à l'article 6 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

ARTICLE 2.21. - MODE DE REGLEMENT DU CONTRAT

Dès lors que le candidat aura été retenu, le contrat leur sera notifié et réglé dans les conditions précisées à l'article 2.3 et 12 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) tel qu'il figure au Dossier de consultation.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours fin de mois à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes ou sur situation de travaux traduisant l'avancement de l'opération.

ARTICLE 2.22. – CAUTIONNEMENTS ET GARANTIES

Une retenue de garantie de 5% du montant du marché sera prélevée.

Le maître d'ouvrage n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace cette retenue de garantie.

Les conditions de la retenue de garantie sont précisées à l'article 13 du CCAP.

ARTICLE 2.23. – ACTION D' INSERTION PROFESSIONNELLE PAR L'ECONOMIE ET L'EMPLOI (CONCERNE UNIQUEMENT LES LOTS 1/4/6 ET 11)

La commune de PLOUDANIEL s'est engagée dans une démarche forte d'incitation à la lutte contre l'exclusion des personnes éloignées de l'emploi. Dans ce cadre, les dispositions de l'article 38-I de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, visant la clause sociale d'insertion de promotion de l'emploi (appelée ici « clause sociale »), permettent d'utiliser la commande publique comme un levier en faveur de l'accès à l'emploi des personnes en difficulté d'insertion professionnelle.

En conséquence, la présente consultation intègre une action d'insertion professionnelle visant à promouvoir l'emploi des personnes considérées comme prioritaire au regard des politiques publiques de l'emploi, **mais seulement en ce qui concerne les lots 1,4, 6 et 11.**

Les candidats **aux lots 1,4, 6 et 11** devront donc s'engager , pour l'exécution de leur offre, à réaliser une action d'insertion professionnelle au bénéfice des personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, à savoir :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires de minimas sociaux, les jeunes de moins de 26 ans sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, sans qualification, les travailleurs handicapés, les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique, les personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de professionnels de l'emploi ou de l'insertion.

L'éligibilité doit être établie préalablement à la mise à l'emploi.

Le titulaire du marché devra s'engager concrètement à réserver au public visé ci-dessus un minimum d'heures tel que défini dans le tableau ci-après :

N° du lot	Désignation du lot	Commentaire	Nbre d'heures
1	GROS-OEUVRE	insertion obligatoire	70 h
2	CHARPENTE – MURS OSSATURE BOIS	Dérogation	-
3	COUVERTURE	Dérogation	-
4	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM	insertion obligatoire	35 h
5	MENUISERIES INTERIEURES BOIS	Dérogation	-
6	CLOISONNEMENT	insertion obligatoire	35 h
7	REKETEMENTS DE SOLS ET MURS	Dérogation	-
8	PEINTURES INTERIEURES	Dérogation	-
9	FAUX PLAFONDS	Dérogation	-
10	ELECTRICITE	Dérogation	-
11	PLOMBERIE CHAUFFAGE VENTILATION	insertion obligatoire	35 h

Les modalités d'application des clauses d'insertion sont rappelées dans le Cahier des Clauses Particulières applicables aux marchés du Conseil départemental du Finistère, qui est annexé au présent règlement ainsi qu'au CCAP.

Les mesures d'accompagnement de cette action d'insertion et ses modalités de contrôle mis en place par le candidat seront définis par lui dans les documents spécifiques intitulés « Action d'insertion professionnelle obligatoire » et « Cadre-type de définition des postes proposés » constituant des annexes de l'acte d'engagement. (**ANNEXE VI.1 et VI.2**)

L'Annexe à l'acte d'engagement intitulée « **Action d'insertion professionnelle obligatoire** », portera mention du nombre d'heures d'insertion déterminé par le Maître d'Ouvrage et à réaliser pendant la durée du marché. Le candidat peut proposer un nombre d'heures supérieur à celui indiqué.

Le nombre d'heures proposé par le candidat retenu devient contractuel pour l'exécution du marché. Pour définir les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion, le titulaire du marché devra se rapprocher des chargés de mission en charge de l'insertion.

Le Maître d'Ouvrage se tient à la disposition des entreprises pour les informer et les aider dans la mise en œuvre de la clause d'insertion

Pour de plus amples informations sur la démarche d'insertion intégrée dans la présente consultation, les candidats sont invités à se reporter à l'annexe du présent Règlement de Consultation

Pour tous renseignements complémentaires

Coordonnées du PLIE (Plan Local pour l'Insertion Professionnelle) référent:

Structure	Référent	Téléphone	Courriel
MEFP du Pays de BREST	Mme Christelle AMBERLIN	02 98 42.78.78	c.amberlin@pliemefp.bzh

ARTICLE 3 – DOSSIER DE CONSULTATION

ARTICLE 3.1. – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

1 – Le règlement de consultation

2 - L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes (Formulaire DC4 relatif à la sous-traitance/ Action d'insertion professionnelle obligatoire), à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;

3 – Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes

A l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur l'acte d'engagement, l'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

4 – Les Plans PRO DCE descriptifs des ouvrages / documents graphiques joints au dossier de consultation (plans architectes / plans techniques)

5- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC SPS)

- Etabli par BUREAU VERITAS en date du 17 octobre 2017

6 – Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux publics approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 (publié au JO du 1^{er} octobre 2009).

7 – Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux travaux objet du marché, lorsqu'il existe et si celui-ci vise ce cahier (cf. CCTP) et/ou les normes et autres documents équivalents définis par le CCTP dans l'ordre défini à l'article 3 de l'arrêté du 28 août 2006 relatif aux spécifications techniques des marchés.

8 – Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

9 – Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire suivants ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché :

- **Le devis estimatif.**

10 – Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire suivants ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché :

- **DPGF (Décomposition du Prix global et Forfaitaire) pour chaque lot et devis**

11 – Le calendrier d'exécution des travaux Etabli par Atelier du Pichery - Architectes en date du 23/10/2017 et les éléments de décomposition de l'offre technique du titulaire suivants ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché :

- **Planning d'exécution des travaux**
- **mémoire technique et méthodologique**

12 – Le Rapport Initial du Contrôleur Technique

- Etabli par SOCOTEC en date du 16/10/2017

13 – L'étude géotechnique d'avant-projet

14 – Le Rapport de repérage de l'amiante avant travaux

15 – Les formulaires d'attestation de la réglementation thermique

16 – Le Mémoire technique du candidat

17 – Tout autre document faisant partie du « DCE » et détaillé dans le document « Liste des pièces – Dossier DCE ».

ARTICLE 3.2. – RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est entièrement dématérialisé et qu'il pourra être retiré par voie électronique sur le profil d'acheteur du Maître d'Ouvrage via la plateforme de téléchargement de MEGALIS BRETAGNE à l'adresse URL suivante : www.megalisbretagne.org , ou bien directement par mail auprès de la Mairie de PLOUDANIEL à l'adresse suivante : mairie.ploudaniel@wanadoo.fr

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip, Quickzip ou winrar par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)

- .doc ou .xls ou .ppt en version 2000-2003 (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...)

Tous les logiciels requis peuvent être téléchargés gratuitement sur le site « demat.centraledesmarches.com » en cliquant sur « Utilitaires » ou sur le site <https://www.achatpublic.com> en cliquant sur « Vers le DCE » puis sur « Utilitaires ».

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique au 02 23 48 04 54 du lundi au jeudi de 9h à 12h30 et de 14h à 17h30 ; le vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 16h30, ou à l'adresse internet suivante : https://www.megalisbretagne.org/jcms/mw_14303/megalis-formulaire-de-demande.

ARTICLE 4 - PRESENTATION DES OFFRES

ARTICLE 4.1. - COMPOSITION DES OFFRES

Conformément aux dispositions des articles 44 et 48 à 55 du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics, et à l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats des marchés publics, les candidats au marché sont tenus de produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, de préférence reliées, numérotées, datées et signées par eux, dans l'ordre énuméré ci-après :

4.1.1/ Pièces pour l'examen des candidatures

L'examen des candidatures précède celui des offres. Il permet au Maître d'Ouvrage de vérifier les capacités professionnelles, techniques, économiques et financières des candidats.

Les dossiers de candidatures seront entièrement rédigés en **langue française** et exprimées **en EURO**. Si les dossiers de candidatures sont rédigés dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire :

1°) Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 susvisée et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés . (**Annexe I**)

2°) Le formulaire DC1 « Lettre de candidature /Désignation du mandataire par ses cotraitants » dûment complété (**Annexe II**) téléchargeable gratuitement à l'adresse :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

3°) Le formulaire DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement » dûment complété (**Annexe III**) téléchargeable gratuitement à l'adresse :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ce formulaire DC2 sera accompagné des documents et renseignements demandés par le Maître d'Ouvrage aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat conformément à l'article 44 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015.

Pour démontrer sa capacité économique et financière à réaliser le marché, le candidat devra indiquer dans le Formulaire DC2 :

- 4°) La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

Si le candidat est dans l'impossibilité de produire ce document il peut prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme approprié par le Maître d'Ouvrage (déclaration appropriée de banque, attestation d'expert-comptable, par exemple)

- 5°) Si le candidat est en redressement judiciaire, copie du (des) jugement(s)

Pour démontrer sa capacité technique à réaliser le marché, le candidat devra fournir les documents suivants, en annexe du Formulaire DC2:

- 6°) Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.
- 7°) Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement (**Annexe VIII**).

L'entreprise nouvellement créée pourra déclarer les effectifs dont elle dispose depuis sa création.

- 8°) Pour permettre au Maître d'Ouvrage d'évaluer au mieux sa capacité technique, le candidat peut fournir en complément des documents démontrant la qualité de ses travaux tels que des certificats de bonne exécution.

Pour démontrer sa capacité professionnelle à réaliser le marché, le candidat devra fournir les documents suivants, en annexe du Formulaire DC2 :

- 9°) Présentation d'une liste de travaux similaires exécutés au cours des trois dernières années.
- **10°) Un document justifiant la compétence du candidat pour effectuer les travaux : copie du certificat professionnel, de la qualification professionnelle, du certificat de qualité, du titre d'étude, en vigueur à la date de la remise des offres, ou tout autre document qui serait considéré comme équivalent par le Maître d'Ouvrage. Les entreprises candidates devront pouvoir présenter leur Qualification QUALIBAT ou autre pour le démarrage du chantier.**

Le candidat peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques à condition qu'il puisse justifier d'en disposer pendant l'exécution du marché.

- 11°) Les attestations de régularité fiscale et sociale datant de moins de 6 mois, des administrations, organismes et comptables chargés de l'assiette et du recouvrement des impôts et cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, de congés payés et de chômage-intempérie établies postérieurement au 31 décembre de l'année précédant la présente consultation, prévues aux articles R.1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail, justifiant les obligations déclaratives et de paiement du candidat.
- 12°) Les justificatifs d'assurance civile et décennale en cours de validité, datant de moins de 6 mois, dont il dispose

Ces pièces (10-11-12) seront à fournir au plus tard dans un délai de DIX (10) jours calendaires à compter de l'information de l'attribution au candidat concerné.

Conformément à l'article 55 du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans ce délai les certificats et attestations prévus à l'article 51 du même décret.

A défaut de remise des pièces, la candidature sera rejetée. Le candidat, dont l'offre aura été classée immédiatement après, sera sollicité pour l'attribution du marché sous condition de production desdites pièces.

Les entreprises agréées pour le semestre en cours sont exonérées de la fourniture des pièces figurant aux alinéas 10 et 12, mais devront joindre une copie de leur agrément à leur offre de prix.

Un document unique de marché européen (DUME), rédigé en français, pourra être remis par le candidat, chaque cotraitant et chaque sous-traitant en lieu et place : de la déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies à l'article 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et des documents et renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

4.1.2/ Pièces pour l'examen des offres

L'étude des offres concerne les candidats dont la candidature est recevable.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire, à l'appui de son offre, un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Un projet de marché comprenant :

- 1°) L'acte d'engagement (formulaire ATTRI 1)

L'acte d'engagement doit être conforme au modèle joint en **Annexe IV** au présent Règlement de la Consultation.

- 2°) L'état des prix forfaitaires et la décomposition des prix globaux et forfaitaires par nature d'ouvrage, présentée sous la forme d'un devis estimatif quantitatif qui devra impérativement répondre au CCTP et/ou devis quantitatif élaboré (DQE) par le Maître d'œuvre.

- 3°) Le formulaire DC4, annexe à l'acte d'engagement, téléchargeable à l'adresse <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> : Demande d'autorisation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement (**Annexe V.1**), pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, devant préciser :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement et modalités de règlement du sous-traitant ;
- les références du compte à créditer ;
- les mêmes justificatifs de candidature que ceux exigés des candidats ci-dessus, à l'exception de la lettre de candidature.

- 4°) La demande d'agrément du sous-traitant, annexe à l'acte d'engagement (**Annexe V.4**)

- 5°) La déclaration d'action d'insertion professionnelle (**ANNEXE VI.1**) et cadre –type de définition des postes proposés (**ANNEXE VI.2**), annexes à l'acte d'engagement

- 5°) Le cahier des Clauses Administratives Particulières joint au dossier de consultation, à accepter sans aucune modification. Il est précisé à cet égard que le CCAP vient préciser ou

déroger à certaines clauses prévues dans le CCAG "Marchés Publics de Travaux de bâtiment" , approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 .

- 6°) L'entreprise peut établir une déclaration sur l'honneur du respect de toutes les clauses du C.C.A.P. et de ses annexes.
- 7°) Le cahier des Clauses Techniques Particulières joint au dossier de consultation à accepter sans aucune modification.
- 8°) L'entreprise peut établir une attestation sur l'honneur du respect du C.C.T.P., de ses annexes et des stipulations propres à son lot.
- 9°) Le SOGED -Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (**Annexe X**).
- 10°) Un bordereau quantitatif et valorisé de l'évacuation des déchets (**Annexe XI**).
- 11°) L'engagement environnemental de l'entreprise (**Annexe XII**)
- 12°) La convention de délégation de paiement en cas de sous-traitance (**Annexe XIII**)
- 13°) Le Plan Général de Coordination
- 14°) Un bordereau d'approvisionnement
- 15°) Un mémoire technique justificatif, relié et présenté de manière lisible, des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux. (**Annexe IX**)

Ce mémoire technique devra répondre à chacun des éléments énoncés au tableau de l'article 5.1.3.1 « Valeur Technique de l'Offre », et être conforme au modèle de trame fourni en Annexe IX.

Il devra être détaillé et comprendre toutes justifications et observations du candidat. En particulier, il pourra y être joint :

- a) des plans d'ensemble et de détails explicitant les offres
- b) les indications concernant la provenance des principales fournitures et, éventuellement les références des fournisseurs correspondants, présentation des fiches produits en lien avec les exigences (CCTP et plans). Ces fiches produits seront accès sur les matériaux manufacturés et les produits disposant de labels environnementaux.
- c) Les justifications de tous les moyens proposés au regard des performances indiquées au descriptif comprenant les notes de calculs, carnets de détails, avis techniques, etc., destinés à compléter le descriptif.
- d) Une note descriptive de l'organisation que le candidat compte mettre en œuvre pour mener à bien les travaux au regard des spécificités du chantier (présentation des intervenants de l'entreprise –effectifs- et précisions de leur rôle pour chacune des phases du chantier/ méthodologie générale d'intervention en relation avec l'ensemble des intervenants du chantier et tenant compte des interactions entre prestations/ indications concernant les procédés d'exécution envisagés , les équipements et les moyens matériels qui seront utilisés) .

- e) un planning d'exécution des ouvrages, calé sur le planning prévisionnel d'exécution, indiquant de façon sommaire la durée prévisionnelle des différentes phases successives de travaux ou des délais de fabrication et de mise à disposition.
- f) la nature et le montant des prestations que le candidat a l'intention de sous-traiter .
- g) La liste des sous-traitants ou co-traitants que l'entrepreneur envisage de proposer à l'agrément du Maître d'Ouvrage
- h) Une présentation des mesures qui seront mises en œuvre pour respecter l'exigence « chantier propre » au regard de la gestion, la valorisation et l'élimination des déchets.
- i) Une présentation des mesures qui seront mises en œuvre pour respecter les règles d'hygiène sur le chantier et de sécurité des personnes.
- j) Descriptif des moyens favorables à une construction économe en énergie (les exigences légales de la RT2012 étant le minimum à respecter).
- k) Une présentation des mesures visant à l'insertion sociale professionnelle de publics en difficultés en réponse aux exigences du maître d'ouvrage figurant au présent règlement et au CCAP, dans laquelle apparaîtra notamment :

*La proposition faite au titre de l'insertion sociale professionnelle par l'activité économique dans le cadre du présent appel d'offres, en précisant, poste par poste :

- . Leur durée,
- . La fonction proposée (définition des postes),
- . L'encadrement
- . Les évolutions possibles dans l'entreprise.

*Les partenaires habituels de l'entreprise,

*Les références et l'expérience de l'entreprise en insertion.

L'entreprise indiquera quels soutiens éventuels elle attend tant au niveau de la démarche qu'au niveau de la formation de son personnel, de la mise au point des contrats, des aides financières qui peuvent lui être apportées.

Ce mémoire technique justificatif sera rendu définitivement contractuel suite à l'attribution et signature du marché. Il constituera par conséquent un élément de l'acte d'engagement. En cours d'exécution du marché, la méconnaissance des engagements y figurant sera assimilable à une faute du titulaire du marché, susceptible de sanctions pouvant aller jusqu'à la résiliation du marché à ses torts, conformément aux dispositions des articles 45 et 46 du CCAG Marchés Publics de Travaux approuvé par l'arrêté du 08 Septembre 2009.

La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer. Afin d'éviter tout retard dans la notification, ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats sont invités à signer leur offre avant de la déposer. A défaut, ils sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué.

ARTICLE 4.2 - REMISE DES OFFRES - CONDITIONS D'ENVOI

**Les offres seront remises sur support papier dans une seule enveloppe
ou par voie électronique
avant la date limite fixée au
5 DECEMBRE 2017, à 12H00**

Les offres reçues hors délai seront éliminées.

Bien que la transmission des offres par voie électronique soit possible, le pouvoir adjudicateur préconise toutefois la transmission des offres sur support papier.

Précision est ici faite que le candidat transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule sera ouverte et examinée la dernière offre reçue par le Maître d'Ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

4.2.1/ Transmission sur support papier :

Les candidats transmettent leur offre en une seule fois **sous pli cacheté** portant les mentions suivantes :

<p>Appel d'Offres – Construction d'une Maison Médicale et Sociale à PLOUDANIEL Lot (n° et désignation) Raison sociale de l'entreprise NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS</p>

Ce pli doit contenir dans une seule enveloppe, les pièces définies à l'article 4.1 du présent règlement, **présentées en deux dossiers distinctement identifiables, comme suit, afin de faciliter l'examen des candidatures et des offres:**

- **1 Dossier de présentation de la candidature regroupant dans l'ordre l'ensemble des pièces énumérées à l'article 4.1.1 « Pièces pour l'examen des candidatures » du présent règlement.**
- **1 Dossier de présentation de l'offre regroupant dans l'ordre l'ensemble des pièces énumérées à l'article 4.1.2 « Pièces pour l'examen des offres » du présent règlement.**

Et être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction, en français.

Ce pli devra être remis contre récépissé pendant les heures d'ouverture (*du lundi au vendredi de 8h30 à 12h15 et de 13h30 à 17h30 et le samedi matin de 9h00 à 11h30*) ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées ci-dessus et ce, à l'adresse suivante :

**Mairie de PLOUDANIEL
Monsieur le Maire
Mairie -Coatdaniel
29260 PLOUDANIEL**

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu ; il sera renvoyé à son auteur.

Hormis les cas d'entreprises générales ou de groupement d'entreprises répondant à l'ensemble des lots, **il y aura autant d'enveloppes que de réponses à des lots différents.**

4.2.2/ Transmission par voie électronique

Les dossiers de candidatures et d'offres doivent être adressés par voie électronique à l'adresse suivante : www.megalisbretagne.org

4.2.2.1/ Conditions de la transmission par voie électronique

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (en fichier ou support distinct pour chaque enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu. Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie pour sauvegarde ».

Les soumissionnaires devront constituer leur dossier dématérialisé en tenant compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée :

- Tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :
 - standard .zip
 - Adobe® Acrobat® .pdf
 - Rich Text Format .rtf
 - .doc ou .xls ou .ppt en version Microsoft Office 2000-2003 ou antérieurs
 - le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, .png

En cas de format différent, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter l'offre du candidat.

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les documents transmis par voie électronique seront rematérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

4.2.2.2/ Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation <https://www.megalisbretagne.org> et que toute opération effectuée sur le site <https://www.megalisbretagne.org> sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise.

En cas de difficulté lors du dépôt électronique des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique au 02 23 48 04 54 du lundi au jeudi de 9h à 12h30 et de 14h à 17h30 ;

le vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 16h30, ou à l'adresse internet suivante : https://www.megalisbretagne.org/jcms/mw_14303/megalis-formulaire-de-demande.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les candidatures et les offres n'ont pas à être signées électroniquement. Le marché transmis par voie électronique sera signé par le candidat attributaire au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics. Ils sont ensuite chiffrés.

Les catégories de certificats de signature utilisées doivent être conformes au Référentiel Général de Sécurité défini par le décret n° 2010-112 du 2 Février 2010 et référencés sur une liste établie :

-pour la France, par le ministre chargé de la réforme de l'Etat (<http://references.modernisation.gouv.fr>)

-ou, pour les autres Etats-membres, par la Commission Européenne (https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf)

Le niveau minimum de signature électronique exigé des candidats est le niveau II (équivalent classe 3) de la PRIS V1 (Politique de Référencement Intersectorielle de Sécurité) et le signataire doit joindre à son envoi électronique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature. De plus, seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le candidat peut également utiliser un certificat délivré par une autorité de certification ne figurant sur aucune de ces listes. Dans ce cas, le certificat doit répondre à des normes équivalentes à celles du Référentiel Général de Sécurité défini par le décret n° 2010-112 du 2 Février 2010. Si le certificat de l'autorité est officiellement référencé mais n'apparaît pas encore sur la liste mise à disposition (attente d'une mise à jour), le candidat devra produire les documents attestant de son état.

Si le candidat n'utilise pas l'outil de signature de la plateforme de dématérialisation, il doit joindre à son envoi électronique l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent au moins la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1 367 du Code civil, qui entre les parties a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté
- si la candidature ou offre informatique n'est pas parvenue dans les délais suite à un aléa de transmission,
- si la candidature ou l'offre n'a pas pu être ouverte.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

**Appel d'Offres –
Construction d'une Maison Médicale et Sociale à PLOUDANIEL
Lot (n° et désignation)
Raison sociale de l'entreprise**

NE PAS A OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

ARTICLE 4.3 – VERIFICATION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

4.3.1/ Dossiers incomplets

Conformément aux dispositions de l'article 55-II du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016, si le Maître d'Ouvrage constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai de DEUX (02) jours calendaires ouvrables, à compter de la date limite fixée pour la remise des offres. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans les mêmes délais.

4.3.2/ Vérifications du Dossier de candidature

En application de l'article 55-II du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016, le Maître d'Ouvrage vérifiera les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie. Cette vérification sera effectuée dans les conditions suivantes :

1°) La vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financières et des capacités techniques et professionnelles des candidats pourra être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exclure librement tout candidat* ne présentant pas des garanties et capacités techniques et financières suffisantes.

**** le mandataire en cas de groupement***

2°) Le Maître d'Ouvrage ne pourra exiger que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner.

3°) Toutefois, si le Maître d'Ouvrage recourt à la négociation avec un ou plusieurs candidats, ces vérifications interviendront au plus tard avant l'envoi de l'invitation à négocier.

En application de l'article 55-II du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016, le Maître d'Ouvrage pourra demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Si un candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par le Maître d'Ouvrage ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le Maître d'Ouvrage, sa candidature sera déclarée irrecevable et le candidat sera éliminé.

Dans ce cas, lorsque la vérification des candidatures interviendra après la sélection des candidats ou le classement des offres, le candidat dont la candidature ou l'offre aura été classée immédiatement après la sienne sera sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure pourra être reproduite tant qu'il subsistera des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

4.3.5/ Candidatures irrecevables :

Ne sont pas recevables les candidatures des entreprises :

- dont la situation fiscale et sociale n'est pas en règle
- en état de liquidation judiciaire, ou dont la faillite personnelle a été prononcée, ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger
- qui n'ont pas fourni les pièces demandées ou qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes.
- n'ayant pas justifié de la régularité de leur situation au regard de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés ou du versement de la contribution compensatrice prévue par le code du travail

Si un candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par le Maître d'Ouvrage ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le Maître d'Ouvrage, sa candidature sera déclarée irrecevable et le candidat sera éliminé.

Dans ce cas, lorsque la vérification des pièces de candidatures interviendra après le classement des offres, le candidat dont l'offre aura été classée immédiatement après la sienne sera sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure pourra être reproduite tant qu'il subsistera des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

ARTICLE 5 - JUGEMENT DES OFFRES

ARTICLE 5.1. - LES CONDITIONS DE FOND

5.1.1. Conditions de recevabilité des offres

Avant que l'acheteur ne classe les offres reçues, selon les critères ci-après définis au 5.1.2, il vérifiera préalablement que les offres qui n'ont pas été éliminées (c'est-à-dire, reçues dans les délais) ne présentent pas les caractéristiques d'une offre anormalement basse, irrégulière, inacceptable ou inappropriée.

5.1.1.1 / Traitement des offres anormalement basses

Si l'offre présente le caractère d'une **offre anormalement basse**, le Maître d'Ouvrage exigera, en application des articles 53 et 62 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015 et 60 du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016, relatifs aux marchés publics, que le candidat fournisse des précisions et justifications sur le montant de son offre, y compris pour la part du marché public qu'il envisage de sous-traiter.

Pourront être prises en considération des justifications tenant notamment aux aspects suivants :

- Le mode de fabrication des produits, les modalités de la prestation des services, le procédé de construction
- Les solutions techniques adoptées ou les conditions exceptionnellement favorables dont dispose le soumissionnaire pour fournir les produits ou les services ou pour exécuter les travaux
- L'originalité de l'offre
- La réglementation applicable en matière environnementale, sociale et du travail en vigueur sur le lieu d'exécution des prestations
- L'obtention éventuelle d'une aide d'Etat par le candidat.

Si, après vérification des justifications fournies par le candidat, le Maître d'Ouvrage établit que l'offre est anormalement basse, il la rejettera dans les conditions suivantes :

- Soit lorsque les éléments fournis par le candidat ne justifieront pas de manière satisfaisante le bas niveau du prix ou des coûts proposés ;
- Soit lorsqu'il sera établi que l'offre est anormalement basse parce qu'elle contrevient aux obligations applicables dans les domaines du droit de l'environnement, social et du travail établies par le droit français, le droit de l'Union européenne, la ou les conventions collectives ou par les dispositions internationales en matière de droit de l'environnement, social et du travail figurant sur une liste publiée au Journal officiel de la République française.

Les motifs de rejet des offres anormalement basses seront mentionnés dans le rapport de présentation de la procédure de passation du présent marché.

5.1.1.2 / Traitement des offres irrégulières, inacceptables, ou inappropriées

Rappel est fait ci-après, de la définition donnée par l'article 59 de l'ordonnance du 23 Juillet 2015 d'une offre irrégulière, acceptable ou inappropriée.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable, notamment en matière sociale et environnementale.

Une **offre inacceptable** est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une **offre inappropriée** est une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences du Maître d'Ouvrage formulés dans les documents de la consultation.

En application de l'article 59-III du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016, **seules les offres inappropriées seront automatiquement éliminées.**

Les offres irrégulières ou inacceptables, sous réserve qu'elles ne soient pas anormalement basses, pourront faire l'objet de négociations dans les conditions ci-dessous détaillées à l'article 5.1.2, et devenir ainsi régulières ou acceptables à l'issue des négociations.

5.1.2. Possibilité de recours à la négociation par le Maître d'Ouvrage

La négociation est une étape indispensable pour une bonne compréhension mutuelle des besoins du Maître d'Ouvrage et des capacités et performances réelles du candidat.

Afin de retenir l'offre la plus compétitive et la mieux adaptée aux besoins, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de négocier **avec les 3 candidats dont les offres seront classées, après notation, en 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} position**, ou bien d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Les candidats sont donc parfaitement avertis que la négociation n'est qu'éventuelle et que le Maître d'Ouvrage attend d'eux la meilleure proposition dès la remise des offres initiales et des variantes éventuellement exigées par le Maître d'Ouvrage.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre ou se cantonner à un ou plusieurs éléments.

La négociation pourra ainsi porter sur les prescriptions du CCTP dans la limite du respect des caractéristiques essentielles du marché, et notamment sur le contenu des prestations et/ou l'adaptation du prix aux prestations retenues. Elle pourra porter sur tous les éléments de l'offre ou se cantonner à un ou plusieurs éléments. Le pouvoir adjudicateur pourra ainsi par exemple négocier sur la qualité, les délais, les quantités, les modalités de mise en œuvre, le prix ou ses éléments.

En aucun cas, la négociation ne pourra permettre la modification des caractéristiques substantielles des offres ou du marché, telles que son objet ou les critères de sélection des offres ou des candidatures. Elle ne pourra non plus conduire le Maître d'Ouvrage à renoncer à l'application d'un des critères d'attribution du marché.

En cas de négociation, une liste de questions sera envoyée par courrier ou par voie électronique par le Maître d'Ouvrage aux candidats admis à négocier. Ces derniers auront un délai de TROIS (3) jours calendaires ouvrables pour faire des propositions écrites par courrier ou par voie électronique au Maître d'Ouvrage. Cette procédure pourra être renouvelée plusieurs fois en fonction des besoins du Maître d'Ouvrage et dans le respect de l'égalité des candidats.

Le Maître d'Ouvrage pourra décider de convoquer les candidats. Dans ce cas, ils seront individuellement avertis par mail. Le candidat devra confirmer sa présence ou demander un autre rendez-vous en fonction de ses disponibilités dans les 48 heures suivant la réception du mail.

Dans le cadre de la négociation, les candidats seront informés de manière égalitaire. En revanche, ne seront pas divulguées des informations relevant du secret commercial et industriel d'une offre concurrente. Le Maître d'Ouvrage ne procurera pas d'avantage à un candidat et approfondira les offres retenues pour la négociation afin qu'elles soient au plus proche de ses besoins.

Les candidats ayant remis des offres irrégulières ou inacceptables pourront être admis à la négociation, à condition qu'elles ne soient ni anormalement basses ni inappropriées. A l'issue de la négociation, le Maître d'Ouvrage éliminera les offres qui seront restées irrégulières ou inacceptables. Toutefois, le Maître d'Ouvrage pourra autoriser tous les candidats concernés (retenus pour la négociation) à régulariser leur offre dans un délai de QUARANTE HUIT HEURES (48H)

Une fois la négociation terminée, le Maître d'Ouvrage, pourra attribuer le marché à l'offre économiquement la plus avantageuse, après avoir classé les offres finales, en appliquant les critères d'attribution du marché tels que définis ci-dessous au paragraphe 4.1.3.

5.1.3. Notation et Classement des Offres- Critères d'attribution du Marché

Après élimination des offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées, il sera procédé par le Maître d'Ouvrage à l'analyse des seules offres régulières, acceptables et appropriées, dans les conditions prévues à l'article 52 de l'ordonnance du 23 Juillet 2015 et aux articles 59, 60 et 62 de son décret d'application du 25 mars 2016, en retenant pour l'attribution du marché, l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir la « mieux-disante ».

Pour ce faire, après avoir vérifié la composition des dossiers d'offre, et après s'être assuré de la qualification, des références et des capacités de l'entreprise (au vu des documents listés à l'article 4.2), ainsi que du respect par cette dernière des clauses du présent règlement de la consultation, le Maître d'Ouvrage procédera à la notation des offres sur 3 points, puis à leur classement, dans l'ordre décroissant (en partant de l'offre ayant obtenue la meilleure note vers celle ayant obtenu la moins bonne note), selon deux critères principaux, pondérés de la manière suivante :

1°) VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE	60%
2°) VALEUR TARIFAIRE DE L'OFFRE	40%

Précision est ici faite que les offres de base et leur(s) variante(s) seront examinées selon les mêmes critères d'attribution.

5.1.3. 1. Le critère de la valeur technique de l'offre

Il sera noté sur 3 points, représentant 60 % de la note finale, elle-même établie sur 3 points. Cette note sera calculée à partir de la moyenne obtenue après notation sur 3 points des cinq sous-critères, objectifs et non discriminatoires, présentés dans la grille de notation suivante:

GRILLE DE NOTATION DE LA VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE Représentant 60% de la note finale de l'offre		
Sous-critères retenus pour la notation de la valeur technique de l'offre	Rubriques selon lesquelles chaque sous-critère sera noté	Ventilation par sous-critère de la pondération de la valeur technique de l'offre
1-Solution technique répondant à l'offre et à sa variante	1-1. Conformité des matériaux et équipements aux exigences du CCTP (nature, performance, provenance, approvisionnement). Cette rubrique si elle n'est pas respectée, sera éliminatoire.	15%
	1-2. Conformité et performance des techniques et procédés de réalisation et d'exécution (présentation des fiches techniques, plans d'exécution, notes de calcul, carnets de détail, avis techniques)	
	1-3.Démarche environnementale:proposition de matériaux éco-responsables	
	1-4.Label RGE (Reconnu Garant de L'Environnement): équipements utilisant des énergies renouvelables	
2-Capacité organisationnelle de l'entreprise	2-1 Planning d'exécution du chantier (date de démarrage, durée d'intervention par semaine et en homme/jour pour chacune des phases détaillées du chantier)	15%
	2-2.Note organisationnelle de présentation des effectifs spécifiquement affectés à l'exécution du marché (intégrant les mesures d'action d'insertion sociale)	
	2-3. Justification de la qualification (diplômes+ expérience) des effectifs spécifiquement affectés à l'exécution du marché	
	2-4. Justification des moyens techniques spécifiquement affectés à l'exécution du marché (outillages, matériels, engins de chantier)	
	2-5. Intention de Recours à la sous-traitance (liste des sous-traitants proposés et présentation des moyens humains et matériels des sous-traitants, spécifiquement affectés à l'exécution du marché)	
3- Capacités techniques et professionnelles de l'entreprise	3-1. Références strictement similaires de l'entreprise sur les 3 dernières années (évaluation de l'expérience et du savoir-faire)	13%
	3-2. Certifications et Qualifications professionnelles de l'entreprise (QUALIBAT/ QUALIELEC/ QUALIPAC/ QUALIPV/ ou autres)	
	3-3. Présentation de la démarche de qualité de service de l'entreprise (Maintenance/ assistance technique/ SAV/ GPA/gestion des levées de réserves)	
4-Capacité économique et financière de l'entreprise	4-1. Justification du CA de l'entreprise sur les 3 dernières années	12%
5-Mesures d'hygiène, de sécurité et environnementales de l'entreprise	5-1. Justification des procédures mises en œuvre pour assurer la propreté du chantier	5%
	5-2. Justification de la mise à disposition sur le chantier des Equipements de protection individuelle	
	5-3. Justification des démarches et procédures mises en œuvre pour le Traitement des déchets (remise du SOGED).	

Le mémoire technique justificatif fourni par les candidats doit permettre l'évaluation de chacun des sous critères de la grille de notation ci-dessus.

Il devra être donc être conforme au modèle de trame fourni en Annexe IX du présent règlement de la consultation, et présenté, de manière lisible, par sous-critères et rubriques de sous-critères.

Il est rappelé que conformément à ce qui a été précisé à l'article 4.2 du présent règlement de la consultation, ce mémoire technique justificatif aura une valeur contractuelle à l'attribution et signature du marché et constituera par conséquent un élément de l'acte d'engagement.

Dans le cas où aucune des pièces fournies ne permettrait le jugement d'un ou de plusieurs sous-critère(s), l'offre sera considérée comme incomplète et pourra être écartée par le Maître d'Ouvrage

5.1.3. 2. Le critère de la valeur tarifaire de l'offre

Il sera évalué au regard du montant HT de l'offre et sera noté sur 3 points, représentant 40 % de la note finale, elle-même établie sur 3 points.

Cette note sera établie à partir de la moyenne obtenue après notation sur 3 points des trois sous-critères énumérés dans la grille de notation ci-dessous :

GRILLE DE NOTATION DE LA VALEUR TARIFAIRE DE L'OFFRE Représentant 40% de la note finale de l'offre	
Sous-critères retenus pour la notation de la valeur tarifaire de l'offre	Ventilation par sous-critère de la pondération de la valeur tarifaire de l'offre
Ecart de l'offre proposée avec l'offre moins-disante (les offres inférieures de 20 % et plus à la moyenne des offres reçues ne seront pas retenues pour être désignées moins-disant).	20%
Ecart de l'offre avec l'estimation du marché. Si l'écart de l'offre avec l'estimation du marché est supérieur à 30%, ce sous-critère pourra être éliminatoire.	15%
Ecart de l'offre avec la moyenne des offres (à laquelle les offres inférieures ou supérieures de 20 % et plus auront été retirées)	5%

ARTICLE 5.2. - LES CONDITIONS DE FORME

En cas de discordance constatée dans l'offre d'un entreprise candidate, ente les prix forfaitaires ou unitaires qui figurent dans le détail quantitatif-estimatif et ceux qui figurent dans l'acte d'engagement, les indications portées en lettres sur ce dernier document prévaudront sur toutes les

autres indications et auront valeur contractuelle et seront par conséquent celles prises en compte pour le jugement de l'offre et pour la signature du marché si le candidat est retenu.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition, de report ou d'omission sont constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un entrepreneur candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour le mettre en concordance avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non-cohérente.

ARTICLE 5.3. - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Si au terme de la consultation, un candidat est informé que son offre est retenue, il ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni élever aucune réclamation dans l'hypothèse où le maître de l'ouvrage ne passerait pas avec lui le marché de travaux correspondant, quand bien même la mise au point de son offre aurait nécessité la réalisation d'études complémentaires. En effet, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation.

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

A l'issue de la phase de la consultation, le marché sera attribué par le pouvoir adjudicateur après consultation de la Commission d'Appel d'Offres à l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution du présent règlement de consultation, et après avoir pris connaissance du rapport de présentation des offres retenues et rejetées.

Le candidat auquel il sera envisagé d'attribuer le marché devra obligatoirement produire au Maître d'Ouvrage les éléments suivants, au cas où il ne les aurait pas remis lors du dépôt de sa candidature et de son offre, au moment de la soumission :

- Les pièces, datant de moins de six (6) mois, prévues aux articles D. 8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 R 1263-12 et D.82542 à D. 8545 du Code du Travail, ou tout autre document qui serait considéré comme équivalent par le Maître d'Ouvrage.
- Les justificatifs d'assurance civile et décennale en cours de validité, datant de moins de six (6) mois dont il dispose.

Ces pièces seront à fournir au plus tard dans un délai de DIX (10) jours calendaires à compter de l'information de l'attribution du candidat concerné.

A défaut de remise des pièces, la candidature sera rejetée. Le candidat dont l'offre aura été classée immédiatement après sera sollicité pour l'attribution du marché sous condition de production desdites pièces.

ARTICLE 7 – MODIFICATION DU MARCHÉ

Le Maître d'Ouvrage précise que le présent appel d'offres ne prévoit aucune clause de variation du prix ou d'options.

Le Maître d'Ouvrage précise ensuite que conformément aux dispositions de l'article 139 du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016, le marché public pourra cependant faire l'objet de modifications

dans les cas limitatifs suivants :

1)-Lorsque, sous réserve que le montant des modifications ne soit pas supérieur à 50 % du montant du marché initial, des travaux, supplémentaires deviendraient nécessaires et ne figuraient pas dans le marché public initial, à la double condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques et présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur .

2) Lorsque, sous réserve que le montant des modifications ne soit pas supérieur à 50 % du montant du marché initial, la modification serait rendue nécessaire par des circonstances que le Maître d'Ouvrage ne pouvait pas prévoir.

3) Lorsqu'un nouveau titulaire remplacerait le titulaire initial du marché, dans les cas suivants :

- cessation d'activité,

- cession du marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

- décès,

- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,

- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le nouveau titulaire devant remplir les conditions fixées par le Maître d'Ouvrage pour la participation au présent appel d'offres initial.

4) Lorsque les modifications, quel qu'en soit leur montant, ne sont pas substantielles.

Il est rappelé qu'une modification est considérée comme substantielle lorsqu'elle change la nature globale du marché public. En tout état de cause, une modification est substantielle lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

- Elle introduit des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage de candidats ou permis l'admission d'autres candidats ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;

- Elle modifie l'équilibre économique du marché en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;

- Elle modifie considérablement l'objet du marché;

- Elle a pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues au 3) ;

5) Lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens publiés au Journal officiel de la République française et à 15 % du montant du marché initial, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues au 4) sont remplies.

ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Il est explicitement rappelé aux candidats qu'ils sont autorisés à demander des informations techniques et administratives pour identifier les besoins du Maître d'Ouvrage. En aucun cas ces

informations ne doivent cependant contredire l'égalité des candidats. Si une information procure un avantage à un candidat, il sera procédé par le Maître d'Ouvrage à la diffusion de l'information à l'ensemble des autres candidats concernés.

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite ou par voie électronique à :

ATELIER DU PICHERY
Cabinet d'Architecte
Monsieur Yves LE COZ
25, rue du Pichery
29000 QUIMPER
☎ 02 98 95 80 56
E-mail : accueil@atelierdupichery.bzh

Une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

ANNEXES

ANNEXE I

DECLARATION SUR L'HONNEUR

A SOUSCRIRE PAR LES ENTREPRISES
SOUMISSIONNANT AUX MARCHES PUBLICS

Article 48-1 1° du décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016
pour justifier qu'elles n'entrent dans aucun des cas mentionnés
aux articles 45 et 48
de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

Je soussigné,

NOM :

PRENOM :

Agissant en qualité de :

Au nom et pour le compte de :

- 1 Dénomination de la Société (ou raison sociale) :
- 2 Adresse du siège social :
- 3 Forme juridique de la Société :
- 4 Montant du capital social :
- 5 Numéro et date d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers :
- 5 Numéro d'immatriculation au SIRET ou SIREN :
- 6 Nom, prénoms, nationalité, date et lieu de naissance du ou des responsables statutaires de l'entreprise et des personnes ayant qualité pour engager la société à l'occasion du marché :

Déclare sur l'honneur, en application de l'article 48-I 1) du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics:

1) ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du code général des impôts et pour les marchés publics qui ne sont pas des marchés publics de défense ou de sécurité aux articles 225-4-1 et 225-4-7 du code pénal, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

2) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

3) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une méconnaissance ou d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.1146-1, L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1, L. 8251-2 du code du travail ou des articles 131-39-5° et de l'article 225-1 du code pénal ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

4) ne pas être en état de liquidation judiciaire prévue à l'article L.640-1 du code de commerce ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

5) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle en application des articles L.653-1 à L. 653-8 du code de commerce ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

6) (*)

☐ Ne pas être en redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce ou soumis à une procédure équivalente régie par un droit étranger

☐ Etre en redressement judiciaire ou soumis à une procédure équivalente régie par un droit étranger et est habilitée à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre; soit jusqu'au

.....(Article L.620-1 du Code de Commerce)

(joindre jugement correspondant rédigé en langue française ou accompagné d'une traduction certifiée en cas de procédure étrangère équivalente au redressement judiciaire).

7) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir

constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

8) m'engager à porter à la connaissance des administrations et organismes fiscaux et sociaux, toutes les modifications qui pourraient intervenir en cours d'exécution du chantier.

9) être à jour du paiement des salaires, charges sociales, des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales des taxes sur le chiffre d'affaire, des taxes assimilées de la taxe professionnelle et d'une manière générale des impôts directs et cotisations indirectes pour lesquels un certificat ne peut être délivré.

ET

M'engager à régler pendant l'exécution du marché, tous les salaires, charges sociales, cotisations, impôts directs et indirects, de manière que mon co-contractant ne soit recherché à quelque titre que ce soit et m'engage à en justifier à première demande.

10 (*)

☐ que j'emploie moins de 20 salariés

☐ que j'emploie au moins vingt salariés

ET

être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

11) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243- 1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;

12) (*)

☐ être assujetti au règlement d'une cotisation auprès d'une caisse de congés payés

Joindre une copie

☐ verser directement à mes salariés leurs indemnités de congés payés et ne pas les mettre au chômage pour cause d'intempéries.

13) que les Prestations objets du présent contrat seront réalisées par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L. 3243-2, R.3243-1, L 320, L.143-3, L.143-5,L.620-3 et R 143-2 du Code du Travail français ou des règles d'effet équivalent dans le pays auquel ils sont rattachés si l'entreprise est étrangère.

14) De manière générale, mes salariés n'interviendront pas sur le chantier dans des conditions contraires à la législation du travail, de l'hygiène et de la sécurité.

15) Les salariés étrangers éventuellement employés pour l'exécution des travaux, objet du présent contrat sont munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, conformément à l'article L.341-6 du Code du Travail.

16) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (loi n° 2014-873 du 4 août 2014) :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;
- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu de lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

17) ne pas tomber sous le coup de l'interdiction de concourir (liquidation judiciaire ou faillite personnelle, condamnation pour fraude fiscale, condamnation à une peine d'exclusion des marchés publics ou interdiction légale) et que l'entreprise que je représente ou toute personne ayant agi sous son couvert, présente dans l'entreprise, n'ont fait l'objet au cours des cinq dernières années d'aucune condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1, L 125-3, L8221-1 et suivant, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

18) que l'entreprise que je représente ou toute personne ayant agi sous son couvert, présente dans l'entreprise, n'ont fait l'objet au cours des cinq dernières années d'aucune condamnation définitive pour les infractions visées aux articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, par le deuxième alinéa de l'article 421-5, par l'article 433-1, par le deuxième alinéa de l'article 434-9, par les articles 435-2, 441-1 à 441-7, par les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, par l'article 441-9 et par l'article 450-1 du Code Pénal, ainsi que par le deuxième alinéa de l'article L. 152-6 du Code du Travail et par l'article 1741 du Code Général des Impôts, ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

19) qu'il existe des privilèges et nantissements inscrits à l'encontre de l'entreprise au greffe du tribunal de Commerce ?

OUI ☐ NON ☐ (*)

20) que l'un des dirigeants de l'entreprise a fait l'objet de l'une des condamnations, déchéances et sanctions prévues par les articles L.653-1 à L.653-8 du Code de commerce, relatifs à l'assainissement des professions commerciales et industrielles.

OUI ☐ NON ☐ (*)

21) que l'une des personnes exerçant ou ayant exercé dans la société des fonctions de direction, de gérance ou d'administration a été condamnée en application des articles L.420-1 et suivants du Code de Commerce, relatifs au prix.

OUI ☐ NON ☐ (*)

22) être soumis à la réglementation sur l'organisation la défense en matière de travaux publics et de bâtiments ?

OUI ☐ NON ☐ (*)

23) ne pas avoir, au cours des trois années précédentes, versé des dommages et intérêts, ou avoir été sanctionné par une résiliation ou ne pas avoir fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de concession antérieur ou d'un marché public antérieur ;

24) ne pas avoir entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel du Maître d'Ouvrage ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de me donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché public, ou ne pas avoir fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ;

25) ne pas avoir eu accès, par ma participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché public, à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens ;

26) ne pas avoir conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence ;

27) ne pas avoir créé, par ma candidature, une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens, et ne pas avoir directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre les règles d'impartialité ou d'indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public.

23) avoir satisfait à l'ensemble des obligations prévues par les articles 48 et 51 du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016, relatif aux marchés publics, et que les numéros d'immatriculation à la Sécurité Sociale des établissements de la société sont les suivants :

Nom, prénoms, qualité du signataire de la déclaration :

Je certifie, sous peine de l'application des sanctions prévues par l'article 55-IV du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016, que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts.

(*) Cocher la case correspondante

Fait à :

Le

Cachet de l'entreprise

Rappel

Conformément aux articles 45 et 48 de L'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015 :

Interdictions de soumissionner obligatoires et générales

Sont exclues de la procédure de passation des marchés publics :

1° Les personnes qui ont fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du code général des impôts et pour les marchés publics qui ne sont pas des marchés publics de défense ou de sécurité aux articles 225-4-1 et 225-4-7 du code pénal, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

La condamnation définitive pour l'une de ces infractions ou pour recel d'une de ces infractions d'un membre de l'organe de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance ou d'une personne physique qui détient un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle d'une personne morale entraîne l'exclusion de la procédure de passation des marchés publics de cette personne morale, tant que cette personne physique exerce ces fonctions.

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés publics a été prononcée pour une durée différente par une décision de justice définitive, l'exclusion de la procédure de passation des marchés publics au titre du présent 1° s'applique pour une durée de cinq ans à compter du prononcé de la condamnation;

2° Les personnes qui n'ont pas souscrit les déclarations leur incombant en matière fiscale ou sociale ou n'ont pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire.

Toutefois, l'exclusion mentionnée au présent 2° n'est pas applicable aux personnes qui, avant la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, ont, en l'absence de toute mesure d'exécution du comptable ou de l'organisme chargé du recouvrement, acquitté lesdits impôts, taxes, contributions et cotisations ou constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement, ou, à défaut, conclu un accord contraignant avec les organismes chargés du recouvrement en vue de payer les impôts, taxes, contributions ou cotisations, ainsi que les éventuels intérêts échus, pénalités ou amendes, à condition qu'elles respectent cet accord ;

3° Les personnes :

a) Soumises à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

b) Qui font l'objet, à la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, d'une mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du code de commerce, ou d'une mesure équivalente prévue par un droit étranger ;

c) Admises à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, qui ne justifient pas avoir été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ;

4° Les personnes qui :

a) Ont été sanctionnées pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du code pénal ;

b) Au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché public, n'ont pas mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ;

c) Ont été condamnées au titre du 5° de l'article 131-39 du code pénal ou qui sont des personnes physiques condamnées à une peine d'exclusion des marchés publics.

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés publics a été prononcée pour une durée différente fixée par une décision de justice définitive, l'exclusion prévue au présent 4° s'applique pour une durée de trois ans à compter la date de la

décision ou du jugement ayant constaté la commission de l'infraction.

Toutefois, l'exclusion mentionnée au présent 4° n'est pas applicable à la personne qui établit :

- soit qu'elle n'a pas fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés publics inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de l'article 775-1 du code de procédure pénale, qu'elle a régularisé sa situation, qu'elle a réglé l'ensemble des amendes et indemnités dues, qu'elle a collaboré activement avec les autorités chargées de l'enquête, qu'elle a, le cas échéant, réalisé ou engagé la régularisation de sa situation au regard de l'obligation de négociation de l'article L. 2242-5 du code du travail, et, enfin, qu'elle a pris des mesures concrètes de nature à prévenir la commission d'une nouvelle infraction pénale ou d'une nouvelle faute ;

- soit que la peine d'exclusion des marchés publics n'est pas opposable du fait de l'obtention d'un sursis en application des articles 132-31 ou 132-32 du code pénal, d'un ajournement du prononcé de la peine en application des articles 132-58 à 132-62 du code pénal ou d'un relèvement de peine en application de l'article 132-21 du code pénal ou des articles 702-1 ou 703 du code de procédure pénale ;

5° Les personnes qui font l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article L. 8272-4 du code du travail.

Toutefois, l'exclusion mentionnée au présent 5° n'est pas applicable à la personne qui établit qu'elle n'a pas fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés publics inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de l'article 775-1 du code de procédure pénale, qu'elle a régularisé sa situation, qu'elle a réglé l'ensemble des amendes et indemnités dues, qu'elle a collaboré activement avec les autorités chargées de l'enquête, et qu'elle a pris des mesures concrètes de nature à prévenir la commission d'une nouvelle infraction pénale ou d'une nouvelle faute.

Dérogation aux interdictions de soumissionner justifiée par l'intérêt général

Les acheteurs peuvent, à titre exceptionnel, autoriser un opérateur économique qui serait dans un cas d'interdiction de soumissionner prévu aux alinéas ci-dessus à participer à la procédure de passation du marché public, à condition que cela soit justifié par des raisons impérieuses d'intérêt général, que le marché public en cause ne puisse être confié qu'à ce seul opérateur économique et qu'un jugement définitif d'une juridiction d'un Etat membre de l'Union européenne n'exclut pas expressément l'opérateur concerné des marchés publics.

Interdictions de soumissionner facultatives

I. - Les acheteurs peuvent exclure de la procédure de passation du marché public :

1° Les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de concession antérieur ou d'un marché public antérieur ;

2° Les personnes qui ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché public, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ;

3° Les personnes qui, par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché public, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens ;

4° Les personnes à l'égard desquelles l'acheteur dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence ;

5° Les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public.

II. - Un opérateur économique ne peut être exclu en application du I que s'il a été mis à même par l'acheteur d'établir, dans un délai raisonnable et par tout moyen, que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

ANNEXE II

FORMULAIRE DC1

LETTRE DE CANDIDATURE
DESIGNATION DU MANDATAIRE PAR SES CO-TRAITANTS

A TELECHARGER A L'ADRESSE URL SUIVANTE :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

NE PAS UTILISER LE MODELE CI-JOINT (FOURNI POUR SIMPLE INFORMATION)



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES ET ACCORDS-CADRES LETTRE DE CANDIDATURE DESIGNATION DU MANDATAIRE PAR SES CO-TRAITANTS	DC1
---	------------

Le formulaire DC1 est un modèle de lettre de candidature, qui peut être utilisé par les candidats aux marchés publics (marchés ou accords-cadres) pour présenter leur candidature. En cas d'allotissement, ce document peut être commun à plusieurs lots.

En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement renseigne le formulaire, et produit les renseignements ou documents demandés par l'acheteur (formulaire DC2).

A - Identification de l'acheteur

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt.)

B - Objet de la consultation.

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt.)

C - Objet de la candidature.

(Cocher la case correspondante.)

La candidature est présentée :

- ☐ pour le marché ou pour l'accord-cadre (en cas de non allotissement) ;
- ☐ pour le lot n°..... ou les lots n°..... de la procédure de passation du marché ou de l'accord-cadre (en cas d'allotissement) ;

(Indiquer l'intitulé du ou des lots tels qu'ils figurent dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt.)

- ☐ pour tous les lots de la procédure de passation du marché ou de l'accord-cadre.

D - Présentation du candidat.*(Cocher la case correspondante.)*☐ Le candidat se présente seul :*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat individuel, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET ; à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#).]*☐ Le candidat est un groupement d'entreprises :☐ conjoint

OU

☐ solidaireEn cas de groupement conjoint, **le mandataire est solidaire** :**E - Identification des membres du groupement et répartition des prestations.***(Tous les membres du groupement remplissent le tableau ci-dessous. En cas de groupement conjoint, les membres du groupement indiquent également dans ce tableau la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)*

N° du Lot	Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l'établissement (*), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET des membres du groupement (***)	Prestations exécutées par les membres du groupement (**)

() Préciser l'adresse du siège social du membre du groupement si elle est différente de celle de l'établissement.**(**) Pour les groupements conjoints.**(***) A défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#).*

F - Engagements du candidat individuel ou de chaque membre du groupement.

F1 - Interdictions de soumissionner

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur

- a) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles [45](#) et [48](#) de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles [45](#), [46](#) et [48](#) de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015
- b) être en règle au regard des articles [L. 5212-1](#) à [L. 5212-11](#) du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés..

F2 - Capacités.

Le candidat individuel, ou les membres du groupement, produisent, aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles :

(Cocher la case correspondante.)

☒ le formulaire DC2.

ET

☒ les documents établissant ses capacités, tels que demandés dans les documents de la consultation.

G - Désignation du mandataire (en cas de groupement).

Les membres du groupement désignent le mandataire suivant :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET ; à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#).]

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

ANNEXE III

FORMULAIRE DC2

DECLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL
OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT

Correspondant au modèle joint ci-après pour simple information(à ne pas utiliser)

A TELECHARGER A L'ADRESSE URL SUIVANTE :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

NE PAS UTILISER LE MODELE CI-JOINT (FOURNI POUR SIMPLE INFORMATION)



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES ET ACCORDS-CADRES
**DECLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL
OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT**

DC2

Le formulaire DC2 est un modèle de déclaration qui peut être utilisé par les candidats aux marchés publics (marchés ou accords-cadres) à l'appui de leur candidature (formulaire DC1).

En cas d'allotissement, ce document doit être fourni pour chacun des lots de la consultation.

En cas de candidature groupée, il est rempli par chaque membre du groupement.

En complément de sa lettre de candidature (formulaire DC1), le candidat individuel ou chacun des membres du groupement peut produire, en annexe du DC2, les éléments demandés par l'acheteur dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans l'invitation à confirmer l'intérêt, ou en l'absence d'un tel avis ou d'une telle invitation, dans les documents de la consultation.

A - Identification de l'acheteur

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt.)

B - Objet de la consultation

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)

C - Identification du candidat individuel ou du membre du groupement.

C1 - Cas général :

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Forme juridique du candidat individuel ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

C2 - Cas particuliers :

(Le candidat individuel ou le membre du groupement répondant à l'une des conditions qui suivent et postulant à un marché public réservé en application des articles 36 ou 37 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 coche la case correspondant à sa situation. Le candidat européen à statut équivalent, lorsqu'il n'est pas établi en France, précise son statut juridique et fournit les textes relatifs à ce statut.)

**Statut du candidat individuel
ou du membre du groupement**

1. ☐ Entreprise adaptée
(art. [L. 5213-13](#) du code du travail)
ou structures équivalentes

Produire le contrat d'objectif valant agrément ou un certificat administratif portant reconnaissance du statut d'entreprise adaptée délivré par la direction régionales chargées de l'emploi et de la formation professionnelle.

2. ☐ Etablissement et service
d'aide par le travail (article
[L. 344-2 et s.](#) du code de l'action
sociale et des familles) ou
structures équivalentes

Indiquer ci-contre la date de publication au recueil des actes administratifs de l'arrêté préfectoral portant autorisation de création.

3. ☐ Structures d'insertion par
l'activité économique (article
[L.5132-4](#) du code du travail) ou
structures équivalentes

- 4.. ☐ Entreprises de l'économie
sociale et solidaire (article 1^{er} de
la loi 2014-856 du 31 juillet 2014) ou
structures équivalentes

D Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée par le contrat

Le candidat ne fournit que les renseignements ou documents demandés par l'acheteur au titre de de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, qu'il peut récapituler ici :

-
-
-

E - Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat individuel ou du membre du groupement..

Le candidat ne fournit que les renseignements ou documents demandés par l'acheteur au titre de la capacité économique et financière, qu'il peut récapituler ici :

-
-
-

E1 - Chiffre d'affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles :

	Exercice du au	Exercice du au	Exercice du au
Chiffre d'affaires global			
Part du chiffre d'affaires concernant les fournitures, services, ou travaux objet du marché	%	%	%

F - Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat individuel ou du membre du groupement.

Le candidat ne fournit que les renseignements ou documents demandés par l'acheteur au titre de la capacité économique et financière, qu'il peut récapituler ici :

-
-
-
-

G - Capacités des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel ou le membre du groupement s'appuie pour présenter sa candidature.

(Joindre, pour chaque opérateur économique, en annexe du DC2, tous les renseignements ou documents demandés par l'acheteur dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ou en l'absence d'un tel avis ou d'une telle invitation, dans les documents de la consultation. Apporter la preuve que chacun des opérateurs économiques mettra à la disposition du candidat individuel ou du membre du groupement les moyens nécessaires pendant toute la durée d'exécution du marché ou de l'accord-cadre.)

Désignation du (des) opérateur(s) :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque opérateur économique, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de l'adresse de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#).]

H - Renseignements spécifiques aux marchés publics de défense ou de sécurité

H1 – Renseignements relatifs à la nationalité du candidat individuel ou du membre du groupement

H2 – Documents, renseignements ou justificatifs permettant d'évaluer si le candidat individuel ou le membre du groupement répond aux critères d'accessibilité à la procédure indiqués dans l'avis d'appel à la concurrence (uniquement lorsque l'acheteur a ouvert la procédure de passation aux opérateurs économiques des pays tiers à l'Union européenne ou à l'Espace économique européen)

Date de la dernière mise à jour : 31/03/2016

ANNEXE IV

FORMULAIRE ATTRI 1

ACTE D'ENGAGEMENT

Tout acte d'engagement non conforme pourra ne pas être retenu lors de l'ouverture des plis

Article premier - CONTRACTANT

Je soussigné (Nom, Prénoms, Qualité)

☐ Agissant au nom et pour le compte de l'entreprise (la Société)

au capital de
dont le siège social est à
(adresse complète)

Dont l'établissement principal est à (sis différent du siège social) :

Ayant pour nom commercial :

inscrite au Registre du Commerce de
Registre des Métiers de
sous le n°
le

Adresse électronique :

N° de téléphone :

N° de télécopie :

OU

☐ Agissant en qualité de mandataire du groupement :

[En cas d'entrepreneurs groupés ; indiquer les mêmes informations que ci-dessus pour chaque membre du groupement]

- après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et des documents qui y sont mentionnés.
- après avoir établi la déclaration prévue à 48-I 1°) du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016
- après avoir établi la lettre de candidature sur Formulaire DC1 et la Déclaration sur les capacités professionnelles, économiques, financières et techniques de l'entreprise sur Formulaire DC2,
- après avoir remis un mémoire technique justificatif spécifique et conforme aux documents de la consultation, établi suivant le modèle de trame remis par l'acheteur (Annexe VI du R.C),

☐ s'engage, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

☐ engage la société que je représente sur la base de son offre ;

☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

A exécuter les travaux du LOT n°(1)

pour la construction d'une Maison Médicale et Sociale, **Place Alain Poher à PLOUDANIEL**, pour le compte de la Commune de PLOUDANIEL,

dans les conditions ci-après définies, l'offre ainsi présentée ne me liant toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours à compter du lendemain de la date limite de remise des offres fixée par le Règlement de la Consultation (R.C)

ARTICLE 2 - PRIX

2.1. Les travaux seront rémunérés par application d'un prix en EUROS (€) **global, ferme, et non révisable égal à :**

LOT N°(1).....

OFFRE DE BASE:

MONTANT H.T.	€
T.V.A. 20,00 %	€
MONTANT T.T.C.	€

.....
..... € (en lettres).

VARIANTE: SANS OBJET

MONTANT H.T.	€
T.V.A. 20,00 %	€
MONTANT T.T.C.	€

.....
..... € (en lettres).

Le mois d'établissement des prix est le mois de **DECEMBRE 2017**.

Les conditions d'actualisation sont celles prévues au C.C.A.P.

2.2. Le montant maximum de la créance que je pourrai présenter en nantissement est de :Euros TTC.

- 2.3. Dans le cas de sous-traitance d'une partie des prestations, les clauses du CCAP de travaux concernant la désignation et le paiement des sous-traitants seront seules applicables.

ARTICLE 3 - DELAIS

Les travaux tous corps d'état seront exécutés dans le délai de **14 (QUATORZE) mois** à compter de la date fixée par l'ordre de service n° 1 de démarrage des travaux.

Le délai d'exécution des travaux du lot n° :
est de :
(à remplir par l'entreprise)

ARTICLE 4 - PERFORMANCES TECHNIQUES

Je m'engage par la présente à respecter les performances techniques prévues par le dossier de consultation, qu'il s'agisse notamment des performances acoustiques, énergétiques (RT 2012, bilan énergétique, bilan de consommation...) ainsi que les notes obtenues par l'application de la méthode **RT 2012**.

ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES : MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL (**CONCERNE UNIQUEMENT LES LOTS 1,4,6 ET 11)**

Pour l'exécution des travaux, objet du présent appel d'offres, je m'engage à recruter personnes, locataires de au titre d'insertion par l'activité économique. A cet effet, je propose les postes suivants (ci-dessous, exemple à adapter au cas par cas) :

..... personne(s), embauchée(s) par contrat(s) à durée indéterminée, pour la fonction de.....

..... personne(s), embauchée(s) par contrat(s) à durée déterminée, pour la fonction de

..... personne(s), embauchée(s) par contrat(s) emploi formation, pour la fonction de

..... personne(s), embauchée(s) par contrat(s) d'apprentissage, pour la fonction de

..... personne(s), embauchée(s) par contrat(s) de retour à l'emploi, pour la fonction de

..... personne(s), embauchée(s) par contrat(s), pour la fonction de

.....

En outre, membre(s) de mon personnel assureront l'encadrement et la formation de ces personnes.

ARTICLE 6 – NATURE DU GROUPEMENT ET, EN CAS DE GROUPEMENT CONJOINT, REPARTITION DES PRESTATIONS : *(en cas de groupement d'opérateurs économiques.)*

Pour l'exécution du marché, le groupement d'opérateurs économiques est : *(Cocher la case correspondante.)*

☐ conjoint OU ☐ solidaire

Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.

Désignation des membres du groupement	restations exécutées par les membres du groupement	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

ARTICLE 7 - PAIEMENTS

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes suivants :

- Compte ouvert au nom de l'établissement bancaire :
- Sous le numéro
- à (*)

(*) JOINDRE UN RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE OU POSTAL ORIGINAL

Les situations de travaux présentés au Maître d'œuvre devront être conformes aux devis du marché. Elles devront indiquer pour chaque poste détaillé un pourcentage d'exécution des travaux.

Le titulaire demande à bénéficier d'une avance : ☐ **OUI** ☐ **NON**
(Cocher la case correspondante)

ARTICLE 8- DURÉE D'EXECUTION DU MARCHE:

La durée d'exécution du marché est de **QUATORZE (14)** mois à compter de la date de notification de l'ordre de service ;

Le marché est reconductible : ☐ **NON** ☐ **OUI**
(Cocher la case correspondante.)

Si oui, préciser :

- a) **Nombre des reconductions :**
- b) **Durée des reconductions :**

ARTICLE 9- SIGNATURE DU MARCHE OU DE L'ACCORD-CADRE PAR LE TITULAIRE INDIVIDUEL OU, EN CAS GROUPEMENT, LE MANDATAIRE DUMENT HABILITE OU CHAQUE MEMBRE DU GROUPEMENT**9.1 – Signature du marché ou de l'accord-cadre par le titulaire individuel :**

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

9.2 – Signature du marché en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant (article 45 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016) :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]

En cas de groupement conjoint, **le mandataire du groupement est solidaire.**

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :

(Cocher la ou les cases correspondantes.)

- ☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)
- ☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ou de l'accord-cadre ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)
- ☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :

(Cocher la case correspondante.)

- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché ou de l'accord-cadre ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous ;
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

D - Identification et signature de l'acheteur.

☐ Désignation de l'acheteur :

Commune de PLOUDANIEL

Coatdaniel

29260 PLOUDANIEL

☎ 02.98.83.61.57

E-mail : mairie.ploudaniel@wanadoo.fr

☐ Nom, prénom, qualité du signataire du marché:

Monsieur Joël MARCHADOUR, Maire de PLOUDANIEL

☐ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 (nantissements ou cessions de créances) :

(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

Monsieur Joël MARCHADOUR, Maire de PLOUDANIEL

☐ Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire :

(Joindre une annexe récapitulative en cas de pluralité de comptables.)

M. le receveur municipal

BP81

Avenue Général de Gaulle

29260 LESNEVEN

J'affirme sous peine de résiliation du marché ou de sa mise en régie à mes torts exclusifs, ne pas tomber(2) sous le coup de l'interdiction de soumissionner découlant des articles 45 et 48 de L'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015.

Fait en un seul original

A.....

Le.....

Mention manuscrite

"Lu et approuvé"

Signature de l'Entrepreneur ou du Mandataire du Groupement :

Réservé au Maître de l'Ouvrage :

Accepté le présent acte d'engagement pour valoir marché en ce qui concerne les travaux de(LOT N°)

à exécuter

☐ par l'entreprise

☐ par le groupement

pour le montant indiqué ci-avant.

Signature de la personne responsable,

Le présent marché a été notifié au titulaire le :

(1) N° et désignation du lot

(2) Selon les modalités de constitution de l'entreprise remplacer éventuellement par "j'affirme sous peine de résiliation du marché ou de mise en régie à ses torts exclusifs que la Société (ou le G.L.E) pour laquelle j'interviens ne tombe pas"

NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

1 ☐ La totalité du marché dont le montant est de (*indiquer le montant en chiffres et en lettres*) :

2 ☐ La totalité du bon de commande n° afférent au marché (*indiquer le montant en chiffres et lettres*) :

3 ☐ La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à (*indiquer en chiffres et en lettres*) :

4 ☐ La partie des prestations évaluée à (*indiquer le montant en chiffres et en lettres*) :

et devant être exécutée par
en qualité de :

☐ membre d'un groupement d'entreprise ☐ sous-traitant

A
Signature

le¹

Monsieur Joël MARCHADOUR

Maire de PLOUDANIEL

¹ Date et signature originales

ANNEXE V.1

FORMULAIRE DC4

ANNEXE OBLIGATOIRE
AL'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

A TELECHARGER A L'ADRESSE URL SUIVANTE :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

NE PAS UTILISER LE MODELE CI-JOINT (FOURNI POUR SIMPLE INFORMATION)



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS

DC4

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE²

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d'exécution du marché public.

Il est rappelé qu'en application de l'article 4 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le vocable de « marché public » recouvre également les accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, les marchés subséquents, les marchés spécifiques conclus dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique et les marchés de partenariat.

A - Identification de l'acheteur.

■ Désignation de l'acheteur :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante.)

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ou à l'article 117 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité (nantissements ou cessions de créances) : (Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

B - Objet du marché public.

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante. Toutefois, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par la présente déclaration de sous-traitance.)

C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ un document annexé à l'offre du soumissionnaire
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (sous-traitant présenté après attribution du marché)
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

² Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public.

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

E - Identification du sous-traitant.

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur.)*

■ Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](#) ou un artisan au sens au sens [de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996](#) ?

☐ Oui ☐ Non

■ Pour les **marchés publics de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère de la défense uniquement **et** à condition que le marché public concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service (2^{ème} alinéa de l'Art.124 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

☐ Oui ☐ Non

F - Nature et prix des prestations sous-traitées

(Reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)

■ Nature des prestations sous-traitées :

■ Dans les **marchés de défense et de sécurité**, lieu d'exécution des prestations sous-traitées :

■ Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :
- Montant HT :
- Montant TTC :

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de [l'article 283-2 nonies du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant hors TVA :

■ Modalités de variation des prix :

■ **Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct** (tel est le cas si le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 600 euros TTC sauf certains marchés passés par les services de la défense : [article 135 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016](#) relatif aux marchés publics ou [article 124 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016](#) relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

(Cocher la case correspondante.)

☐ OUI

☐ NON

G - Conditions de paiement.

■ Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance : ☐ OUI ☐ NON

(Cocher la case correspondante.)

H - Capacités du sous-traitant.

(Nota : Sauf pour les marchés de défense et de sécurité, ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)

H1 - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

-
-
-
-
-

H2 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application du premier alinéa de l'article 45 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des interdictions de soumissionner.

I1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

- c) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles [45](#) et [48](#) de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (*) ;
- d) au surplus, dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus à l'articles [46](#) de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner, cocher la case suivante : ☐

(*) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

I2 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application du premier alinéa de l'article 45 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

1^{ère} hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 137 du décret n° 2016-360 ou à l'article 126 du décret n° 2016-361.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

OU ☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2^{ème} hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'article 137 du décret n° 2016-360 ou à l'article 126 du décret n° 2016-361, qui est joint au présent DC4 ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

(Nota : Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant)

A _____, le _____ A _____, _____
le _____

Le sous-traitant :
(personne identifiée rubrique E du DC4)

Le soumissionnaire ou le titulaire :
(personne identifiée rubrique C1 du DC2)

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A _____, le _____

Le représentant de l'acheteur :

L - Notification de l'acte spécial au titulaire.

(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.)

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A _____, le

ANNEXE V.2

ANNEXE A JOINDRE AU FORMULAIRE DC4

PRECISION SUR LES CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

Conformément aux dispositions de l'article 135-I du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le Maître d'Ouvrage, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

En conséquence, pour tout contrat de sous-traitance égal ou supérieur à 600 euros TTC, le règlement sera effectué par la Commune de PLOUDANIEL, sur présentation de facture de l'entreprise titulaire du marché :

☒ directement à l'entreprise sous-traitante (paiement direct),

Pour tout contrat de sous-traitance inférieur à 600 euros TTC, le règlement sera effectué par la Commune de PLOUDANIEL, sur présentation de facture de l'entreprise titulaire du marché,

☒ directement à l'entreprise sous-traitante (paiement direct), si une convention de délégation de paiement a été signée entre les parties

☐ à l'entreprise titulaire du marché

A la condition que l'entreprise titulaire fournisse au sous-traitant une caution personnelle et solidaire, délivrée par un établissement bancaire. Cet établissement se portera caution de l'entreprise principale et s'engagera à payer au sous-traitant toutes les sommes qui lui sont dues au titre du contrat de sous-traitance). Copie de cette caution sera remise au Maître d'Ouvrage avec le contrat de sous-traitance.

Montant maximum des sommes à verser au sous-traitant	
Modalités de calcul et de versements des avances et acomptes	
Modalités de révision des prix	PRIX FERMES NON ACTUALISABLES NON REVISABLES
Date ou mois d'établissement des prix	
Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses	
Personnes habilitées à donner les renseignements prévus à l'article 2.6 du C.C.A.P.	

COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS

.....
Le Maître d'Ouvrage,

L'entreprise titulaire,

L'entreprise sous-traitante,

ANNEXE V.3

RAPPEL DES PIECES A JOINDRE POUR CHAQUE DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS – TRAITANT

- Déclaration sur l'honneur du sous-traitant concerné :
 - * attestant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles 45 et 48 de L'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015.
 - * attestant être en règle au regard des articles L.5212-1 à L. 5212-11 du code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Extrait Kbis d'inscription au RCS ou photocopie de l'extrait du RM.
- Certificat de qualification QUALIBAT/ PROMOTELEC/RGE/ ou autre – Carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics, ou la qualification CNIH.
- Attestation d'assurance responsabilité civile dommages aux tiers, individuelle de base 73 ou décennale Entrepreneur 77 , datant de moins de 6 mois.
- Attestations des administrations, organismes ou comptables chargés de l'assiette et du recouvrement des impôts et cotisations sociales (Sécurité sociale, allocations familiales, congés payés, chômage intempérie), datant de moins de six mois.
- R.I.B
- Dans le cas de paiement des prestations sous-traitées à l'entreprise titulaire, pour les contrats de sous-traitance dont le montant est inférieur à 600 euros TTC, caution d'un établissement bancaire s'engageant à payer au sous-traitant les sommes dues par l'entreprise principale au titre du contrat de sous-traitance.
- Attestation figurant à l'article D 8222-5 ou D 8222-7° du Code du Travail

NB : Rappel article D 8222-5 du Code du Travail

Lors de la conclusion et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;*
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;*
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;*
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.*

NB : Rappel article D 8222-7 du Code du Travail

Lors de la conclusion et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution :

1° Dans tous les cas, les documents suivants :

- a) Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'[article 286 ter du code général des impôts](#). Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;*
- b) Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004*

Commune de PLOUDANIEL

Page **72** sur **105**

R.C- 12/2017

**Marché de travaux relatif à la
construction d'une maison médicale et sociale**

du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l' article L. 243-15 du code de la sécurité sociale . Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;*
- b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;*
- c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.*

ANNEXE V.4

DEMANDE D'AGREMENT DU SOUS-TRAITANT

Je soussigné

demeurant à

inscrit au Registre du Commerce de
ou au Registre des Métiers de
sous le numéro

solicite de la Commune de PLOUDANIEL

mon agrément comme sous-traitant de
Monsieur/ L'entreprise

pour les travaux de

faisant partie du marché relatif à

conclu avec la Commune de PLOUDANIEL
le

Si je suis agréé, je m'engage directement vis-à-vis de la Commune de PLOUDANIEL à exécuter les travaux qui me seront confiés conformément aux règles de l'art et aux prescriptions de toutes les pièces du marché dont je déclare avoir parfaite connaissance et j'assume pour ces travaux, solidairement avec l'Entrepreneur titulaire du marché, toutes les responsabilités légales et d'usage.

J'affirme, sous peine de l'application des sanctions prévues par la loi, que je ne tombe pas (ou que la Société pour laquelle j'interviens ne tombe pas) sous le coup de l'interdiction de soumissionner des articles 45 et 48 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015.

Vu par l'Entrepreneur
titulaire du marché
(date et signature + cachet)

Date et signature + Cachet du sous-traitant

Autorisation accordée ou refusée.

Date et signature du représentant
de la Commune de PLOUDANIEL

ANNEXE VI.1

ANNEXE OBLIGATOIRE A L'ACTE D'ENGAGEMENT
ACTION D'INSERTION PROFESSIONNELLE OBLIGATOIRE
CONDITIONS D'EXECUTION

Concerne les lots n° 1, 4, 6 et 11:
(1) à compléter par le prestataire

Contractant :

Représenté par :

-Objet du marché : Travaux de construction d'une maison médicale et sociale

Lot n° :

- **DECLARE** avoir pris connaissance du « Cahier des Clauses Particulières 29 » et notamment de son volet social précisant les modalités de participation des entreprises à l'action d'insertion en faveur des personnes considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques de l'emploi ;
- **S'ENGAGE** à réaliser **(1) heures d'insertion** pendant la durée d'exécution du marché (reconductions éventuelles comprises), sans pouvoir être inférieur au minimum d'heures .
d'insertion fixé par le pouvoir adjudicateur soit à, confère tableau ci-dessous, selon le lot concerné.

N° du lot	Désignation du lot	Commentaire	Nbre d'heures
1	GROS-OEUVRE	insertion obligatoire	70 h
2	CHARPENTE – MURS OSSATURE BOIS	Dérogation	-
3	COUVERTURE	Dérogation	-
4	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM	insertion obligatoire	35 h
5	MENUISERIES INTERIEURES BOIS	Dérogation	-
6	CLOISONNEMENT	insertion obligatoire	35 h
7	REVETEMENTS DE SOLS ET MURS	Dérogation	-
8	PEINTURES INTERIEURES	Dérogation	-
9	FAUX PLAFONDS	Dérogation	-
10	ELECTRICITE	Dérogation	-
11	PLOMBERIE CHAUFFAGE VENTILATION	insertion obligatoire	35 h

-PRECISER les modalités choisies et le nombre de personnes concernées ainsi que le type de contrats proposés en cas d'embauche directe, préciser également les dispositions prises en matière de tutorat et de formation.

-PRECISER éventuellement, dans la réponse à l'appel d'offres, le coût spécifique de l'insertion qui fait partie du coût global, compte tenu des financements mobilisables nationalement et localement et du recours possible aux dispositifs locaux.

- **S'ENGAGE** à préciser, dès l'attribution du marché, et en relation avec le maître d'ouvrage ou son représentant, les modalités opérationnelles de son engagement et les mettra en œuvre en tenant compte des spécificités du chantier (mutualisation des heures d'insertion au sein d'une EI ou d'un GEIQ, sous-traitance à une entreprise d'insertion, embauche directe ou variante répondant aux critères énoncés dans ce document).
- **S'ENGAGE** à désigner un référent interne (tutorat) pour le suivi de cette démarche.
- **S'ENGAGE** à transmettre à l'organisme chargé de l'action d'insertion, tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action d'insertion :
 - états de présence mensuels mentionnant le nombre d'heures d'insertion effectuées
 - ou tout autre justificatif établi en concertation entre l'organisme chargé de l'insertion et le Contractant

Fait à le

Signature et cachet

- **ANNEXE VI.2**

ANNEXE OBLIGATOIRE A L'ACTE D'ENGAGEMENT

CADRE TYPE DE DEFINITION DES POSTES PROPOSES

- - (Prévoir une fiche par poste)
 -
- Poste de :
- Contrat proposé :
- Durée du contrat :
- Conditions minimales d'embauche :
- Formation/Qualification :
- Age :
- Expérience :
- Formation assurée pendant le contrat :
- Qualification à l'issue du contrat :
- Lieu de travail :
- Déplacements :
- Contraintes propres au poste (donner ici, les contraintes liées à l'exposition aux écarts de température, au bruit, les manutentions, les travaux en hauteur, etc.) :

ANNEXE VII



VOLET SOCIAL

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES APPLICABLES AUX MARCHES DU CONSEIL GENERAL DU FINISTERE (C.C.P.CG 29)

PREAMBULE

Depuis plusieurs années, le Conseil général est engagé dans une démarche de développement durable. Le 6 juillet 2006, l'Assemblée départementale a adopté, à l'unanimité des votants, un document-cadre pour la mise en œuvre ou la poursuite des actions visant à promouvoir ce développement durable dans le Finistère. Les politiques et les interventions du Conseil général sont déclinées en actions à mener dans ce document de programme AGENDA 21.

Certaines d'entre elles concernent les marchés publics dans lesquels il est intégré

- Un Volet social
- Un Volet environnemental
- Un Volet Qualité

Concernant le volet social, le Conseil général du Finistère développe des actions afin de favoriser l'insertion professionnelle des publics, notamment dans les filières qui se heurtent à des difficultés de recrutement ou de renouvellement des effectifs.

La commande publique est un levier considérable à la disposition des collectivités locales pour mettre en œuvre des actions en faveur de l'emploi et de l'insertion.

Les règles relatives à la passation et l'exécution des marchés publics issues de l'ordonnance du 23 juillet 2015 définissent les objectifs sociaux comme une composante des marchés publics. Déjà présente dans le précédent code, cette dimension sociale permet notamment la prise en compte d'objectifs d'insertion professionnelle dans les conditions d'exécution du marché et dans le cadre des critères d'attribution.

L'ordonnance et son décret d'application viennent ainsi conforter le dispositif mis en place depuis de nombreuses années par le conseil départemental du Finistère. En vertu de la délibération en date du 2 juin 2005 le conseil départemental a introduit une clause d'insertion professionnelle dans les marchés publics le permettant.

Ce dispositif a pour objet de réserver à des personnes éloignées de l'emploi une part minimale des heures nécessaires à la réalisation des prestations concernées.

L'introduction de clauses d'insertion dans les marchés publics a un double objectif :

- Permettre à des personnes éprouvant des difficultés d'accéder au marché du travail en leur proposant une offre d'emploi
- Assurer la consolidation de ces emplois par un partenariat étroit avec les entreprises et les branches professionnelles concernées.

I - PRESENTATION DE L'ACTION D'INSERTION

A) Objet de l'action d'insertion

L'action d'insertion professionnelle dite « clause insertion professionnelle » consiste à réserver dans le marché un nombre minimal d'heures de travail à des personnes éloignées du milieu de l'emploi.

L'ordonnance marché public du 23 juillet 2015 prévoit différentes modalités visant à favoriser l'insertion dans les marchés publics.

- L'insertion de publics éloignés de l'emploi est une condition d'exécution du marché (**article 38 de L'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015**) : une partie de la réalisation de la prestation est réservée à du personnel relevant des politiques d'insertion. La détermination du nombre minimal d'heures d'insertion est effectuée par le maître d'ouvrage en s'appuyant notamment sur les indices BT et TP. Pour des facilités de mise en œuvre et d'efficacité des situations de mises en emploi pour les bénéficiaires, il ne peut être inférieur à 35 h. Il est égal à 35 h lorsque le volume d'heures d'insertion estimé est compris entre 35 h et 70 h, égal à 70 h lorsqu'il est compris entre 70 et 105 h et ainsi de suite. Si son offre est retenue, le titulaire devra s'engager à mettre en œuvre les dispositions annoncées selon les modalités qui seront définies lors de la mise au point du marché et notamment le nombre d'heures à exécuter et à justifier.
- Le marché peut aussi laisser la possibilité aux candidats de valoriser leur offre en proposant une variante insertion professionnelle et ainsi bénéficier d'une bonification de leur offre (**article 52 de de L'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015 et articles 58/62 et 63 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016**). Si son offre est retenue, la proposition devient une condition d'exécution et le titulaire devra s'engager à mettre en œuvre les dispositions annoncées selon les modalités qui seront définies lors de la mise au point du marché et notamment le nombre d'heures à exécuter et à justifier.

B) Le public concerné

Les clauses d'insertion professionnelle ne sont pas un dispositif d'accès à l'emploi de droit commun. Elles concernent des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

sont ainsi concernés :

- les personnes bénéficiaires du RSA et des autres minima sociaux,
- les jeunes de moins de 26 ans sans qualification (niveau inférieur au BEP/CAP), ou en reconversion
- les demandeurs d'emplois remplissant la condition d'inscription à Pôle Emploi depuis plus de 12 mois dans les 18 derniers mois.
- les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés

La durée d'éligibilité des publics et la comptabilisation des heures d'insertion :

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif de la clause d'insertion, pour une durée de 24 mois maximum. Au-delà de 24 mois, les heures réalisées par cette personne ne pourront plus être comptabilisées au titre de la clause d'insertion.

II – LES MODALITES D'APPLICATION

A) Mesures à la disposition des entreprises pour mettre en œuvre la clause d'insertion

Les entreprises ont le choix entre 4 possibilités :

1. le recrutement direct en CDI, CDD, Contrat d'apprentissage (sous condition de reconversion) ou de professionnalisation (embauche directe ou par l'intermédiaire d'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification - G.E.I.Q.)
2. la sous-traitance ou la co-traitance avec une entreprise d'insertion,
3. le recours à une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (E.T.T.I.) ou une association de mise à disposition de personnel (Association Intermédiaire),
4. le recours à une solution mixte regroupant plusieurs solutions précédentes.

B) Mutualisation d'heures d'insertion

L'entreprise attributaire de plusieurs marchés avec clause d'insertion, lancés par différents pouvoirs adjudicateurs, peut mutualiser ses heures sur le périmètre du Département. Cette mutualisation permet de favoriser l'emploi durable et la qualité de l'insertion.

C) Clause d'insertion et sous-traitance

Le titulaire du marché, s'il présente un sous-traitant, reste responsable de la mise en œuvre des heures d'insertion. Si le sous-traitant s'engage à réaliser tout ou partie des heures d'insertion, il se rapprochera du dispositif départemental d'accompagnement des entreprises.

D) Rôle attendu de l'entreprise titulaire du marché :

- accueil et accompagnement des bénéficiaires de l'action d'insertion,
- formation au dispositif de sécurité lié à l'activité,
- transmission des savoir faire liés aux tâches confiées,
- suivi régulier des bénéficiaires.

Pendant la durée du marché, l'entreprise s'engage à faciliter les contacts entre les partenaires et à permettre l'évaluation de l'action d'insertion par le maître d'ouvrage.

Avant l'échéance du marché, elle s'engage également à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion, en collaboration avec l'organisme chargé du suivi de l'action d'insertion professionnelle.

III – LE DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES

Afin d'assister toute entreprise désireuse de se porter candidate à une consultation comprenant une « clause d'insertion professionnelle », un dispositif d'information et d'assistance a été mis en place par le Conseil général du Finistère.

Ce dispositif s'appuie sur un/e chargé/e de mission « clause d'insertion » auquel l'entreprise retenue pourra faire appel afin :

- d'être accompagné dans le choix du dispositif d'insertion,
- de se voir proposer des personnes répondant aux critères d'éligibilité,
- d'organiser, en cas de besoin, et dans la mesure du possible, des actions de formation préalables à l'embauche.

Le/la chargé/e de mission assurera le suivi et le contrôle de la mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle en lien avec le /la référent/e désigné/e par le titulaire. Sa mission consiste à assurer un suivi individualisé lors de l'exécution du marché et à tenir informé le conseil général

Mandatés par le Conseil général pour mettre en œuvre la clause d'insertion et en assurer le suivi et le contrôle, ces professionnels sont basés à la Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de Brest et à Morlaix Communauté (Mission insertion) pour le Nord Finistère et au Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) de Quimper Communauté pour le Sud et le centre Finistère.

Pour tous renseignements complémentaires

Services	Référent	Téléphone	Courriel
Association ACTIFE Quimper Cornouaille	M. Jean- Jacques CARRÉ	02 98 64 80 22	Pole.clause@actife.org
MEFP du Pays de BREST	Mme Christelle AMBERLIN	02 98 42.78.78	c.amberlin@pliemefp.bzh
Morlaix Communauté	Mme Françoise MANCHEC	02.98.15.31.31	francoise.manhec@agglo.morlaix.fr

IV – DISPOSITIONS RELATIVES A LA REMISE DES PLIS

1 – Action d'insertion obligatoire (article 38 de L'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015) : l'insertion de publics éloignés de l'emploi est une condition d'exécution du marché

a- A l'appui de son offre, chaque candidat joindra « **l'Annexe à l'acte d'engagement** » intitulée « **Action d'insertion professionnelle obligatoire** », portant mention du nombre d'heures d'insertion déterminé par le Maître d'Ouvrage et à réaliser pendant la durée du marché. Le candidat peut proposer un nombre d'heures supérieur à celui indiqué.

Le nombre d'heures proposé par le candidat retenu devient contractuel pour l'exécution du marché. Pour définir les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion, le

titulaire du marché devra se rapprocher des chargés de mission en charge de l'insertion.

2 – Variante insertion (article 52 de de L'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015 et articles 58/62 et 63 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016): les candidats peuvent proposer une variante insertion professionnelle et bénéficient d'une bonification de leur offre

Cette variante est à la fois un critère de sélection des offres et une condition d'exécution du marché.

Si le candidat souhaite présenter une variante insertion, il renseignera obligatoirement « **L'Annexe à l'acte d'engagement** » intitulée « **Variante Action d'insertion professionnelle** » en indiquant le nombre d'heures d'insertion sur lequel il souhaite s'engager pendant la durée du marché.

Lors du jugement des offres et pour la détermination de la note affectée au prix, l'effort d'insertion sera pris en compte tout d'abord en multipliant le nombre d'heures proposé par un coût forfaitaire de 30 € HT, puis en défalquant le résultat obtenu du montant de l'offre hors TVA.

Les autres critères seront ensuite examinés pour déterminer la note globale.

Le nombre d'heures proposé par le candidat retenu devient contractuel pour l'exécution du marché. Pour définir les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion, le titulaire du marché devra se rapprocher des chargés de mission en charge de l'insertion.

V – CONTROLE DE L'APPLICATION DE LA CLAUSE D'INSERTION PROFESSIONNELLE - PENALITES

Le Conseil général s'assure par tout moyen à sa convenance de la conformité de l'exécution de la clause d'insertion professionnelle. Il s'appuie sur les dispositifs d'accompagnement des entreprises

Sur la base des pièces justificatives transmises par le titulaire du marché, le chargé de mission « Clause insertion professionnelle » veillera au respect des engagements pris par l'entreprise.

La nature et les modalités de transmission des pièces justificatives sont précisées à chaque titulaire avec les chargé(e)s de mission « clause d'insertion ».

En cas de difficultés à remplir son engagement en matière d'insertion professionnelle, l'entreprise doit, sous huitaine, informer le maître d'ouvrage, par recommandé avec accusé de réception, des difficultés éventuelles rencontrées pour respecter son engagement et le service d'accompagnement chargé du suivi doit alors étudier avec l'entreprise les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs assignés.

En cas de non-respect des dispositions relatives à la mise en œuvre de la clause insertion, et pour un manquement imputable à l'entreprise, le titulaire du marché pourra se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant au nombre d'heures d'insertion prévu par le marché et non réalisé multiplié par un montant de 50 € HT. Le titulaire du marché sera exonéré de pénalités relatives aux heures d'insertion non effectuées si le montant de ces dernières ne dépasse pas 150 € H.T.

Précisions sur les dispositifs hors recrutement direct

1) Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (G.E.I.Q.)

Le G.E.I.Q. est un groupement d'employeurs dont la mission centrale est l'organisation de parcours d'insertion et de qualification avec comme perspective l'emploi durable.

Le GEIQ est créé, piloté et géré par les employeurs qui le composent.

Pour atteindre ses objectifs, le GEIQ embauche des demandeurs d'emploi sur des contrats de travail dont le type et le déroulement peuvent prendre des formes diversifiées selon le profil des personnes recrutées et la nature des postes de travail (contrat de professionnalisation...).

Dans un GEIQ, les apprentissages théoriques en centre de formation alternent avec des situations de travail en entreprise. Le tutorat et la liaison tuteurs-formateurs sont organisés par le GEIQ.

2) L'Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (E.T.T.I.)

L'ETTI a pour mission de faciliter l'insertion de personnes en les rendant aptes à effectuer des missions de travail temporaire dans le même cadre juridique que l'intérim classique.

L'ETTI utilise les offres d'emploi du secteur du travail temporaire pour donner à des personnes exclusivement agréées par l'ANPE l'occasion d'une mise en emploi, d'une expérience professionnelle ou d'une qualification.

L'ETTI intervient pour faciliter l'insertion de personnes aptes à effectuer des missions d'intérim ordinaires en leur proposant un soutien adapté. L'ETTI assure l'accompagnement et le suivi des personnes embauchées en dehors du temps de travail. L'ETTI demeure la seule responsable de la réinsertion sociale et professionnelle. L'ETTI est conventionnée par le Préfet.

3) L'Association Intermédiaire (AI)

L'Association Intermédiaire a pour mission de mettre à disposition d'utilisateurs (particuliers, collectivités publiques, entreprises, associations etc..), dans le cadre de CDD, à titre onéreux mais à but non lucratif, des personnes sans emploi.

Le fonctionnement de l'Association Intermédiaire est subordonné à un agrément renouvelé chaque année par le Préfet. Outre la mise au travail, l'Association Intermédiaire a aussi pour rôle d'assurer l'accompagnement des personnes qu'elle salarie. La mise à disposition du salarié auprès d'une entreprise fait l'objet d'une réglementation spécifique (agrément, durée limitée).

4) L'Entreprise d'Insertion (E.I.)

L'Entreprise d'Insertion est une unité de production. Elle a pour objectif, à travers un contrat de travail à durée déterminée et une pédagogie appropriée, de faire accéder ses salariés à un emploi classique ou à une formation.

L'Entreprise d'Insertion doit assurer parallèlement un soutien à ses salariés dans leur parcours d'insertion. Cette fonction d'accompagnement est financée par la Collectivité.

L'Entreprise d'Insertion produit des biens et services. Son activité est exercée avec les mêmes règles que toute entreprise.

La mise en place d'une Entreprise d'Insertion nécessite la signature d'une convention avec l'Etat. Les recettes de l'Entreprise d'Insertion sont liées à la production et à la commercialisation de biens et/ou prestations de services.

L'emploi des personnes en insertion fait l'objet d'un contrat de travail à durée déterminée de deux ans maximum. La rémunération est fixée en référence à ce contrat et conformément au droit commun.

ANNEXE VIII**FORMULAIRE TYPE RELATIF A LA DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE, LA
SOCIETE EN TERME D'EFFECTIFS DE SALARIES**

Entreprise , Société :

Effectifs, au niveau national, au/....../..... :

Effectifs, au niveau local (1), au/....../..... :

	CADRES	AGENTS DE MAITRISE	AGENTS D'EXECUTION
Contrats à durée indéterminée			
Contrats à durée déterminée			
Nombre de personnes en formation			
..... en apprentissage			
..... en formation par alternance			
..... en congés (autres que congés ordinaires)			
..... en insertion			
..... en intérim			
.....			
.....			

(1) Pour l'effectif au niveau local, il faut entendre l'effectif relevant effectivement de la personne signataire de l'acte d'engagement.

ANNEXE IX

MODELE DE TRAME DU MEMOIRE TECHNIQUE JUSTIFICATIF

A RESPECTER PAR LE CANDIDAT

Afin de permettre la notation par le Maître d'Ouvrage de la valeur technique de l'offre du candidat

1/ PRESENTATION DE LA SOLUTION TECHNIQUE DE L'ENTREPRISE

1-1(*). Descriptif de la solution technique répondant à l'offre de base :

1-2(*) Descriptif de la solution technique répondant à la ou les variantes exigées par le Maître d'Ouvrage :

(*) Détailler comme suit pour chacune des sous-parties 1.1 et 1.2:

- Les matériaux et équipements proposés (provenance, nature, conditions d'approvisionnement)
- La démarche environnementale : proposition de matériaux éco-responsables, label RGE ou autre (proposition d'équipements utilisant des énergies renouvelables)
- Les procédés/techniques de réalisation et d'exécution : fiches techniques, plans d'exécution, notes de calcul, carnets de détails, avis techniques

2/ CAPACITE ORGANISATIONNELLE DE L'ENTREPRISE A REALISER L'OPERATION

2-1. Présentation générale de l'entreprise (*remise K-bis, attestations fiscales et sociales, activités principales de l'entreprise/ historique/ organigramme/organisation géographique*).

2- 2. Présentation du Planning d'exécution du chantier et de la Méthodologie mise en œuvre (*Date de démarrage, Durée d'intervention par semaine et en homme/jour pour chacune des phases du chantier*)

2-3.Note organisationnelle de présentation des effectifs spécifiquement affectés à l'exécution du marché (*Nombre de personnes, Identité et Fonction, Présentation des mesures d'action d'insertion sociale*)

2-4. Justification de la qualification (*diplômes+ expérience*) des effectifs spécifiquement affectés à l'exécution du marché

2-5. Justification des moyens techniques spécifiquement affectés à l'exécution du marché (*outillages, matériels, véhicules et engins de chantier, caractérisés et adaptés au marché*)

2-6. Intention de Recours à la sous-traitance : Liste des sous-traitants proposés pour les tâches non essentielles du marché et présentation des moyens humains et matériels des sous-traitants, spécifiquement affectés à l'exécution du marché

3/ CAPACITES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES DE L'ENTREPRISE

3-1. Présentation des références strictement similaires ou similaires de l'entreprise sur les 3 dernières années

3-2. Rappel des Performances précédentes de l'entreprise avec la Commune de PLOUDANIEL

3-3. Justifications des Certifications & Qualifications professionnelles de l'entreprise (*QUALIBAT/ QUALIELEC/ QUALIPAC/ QUALIPV/ ou autres*)

3-4. Note de présentation sur la Qualité de service (Maintenance, assistance technique et SAV) (*préciser les moyens humains, les modalités et délais d'interventions*)

4/ CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE L'ENTREPRISE

4-1. Justification du CA de l'entreprise sur les 3 dernières années

5/ MESURES D'HYGIENE, DE SECURITE ET ENVIRONNEMENTALES DE L'ENTREPRISE SUR LE CHANTIER

5-1. Installation/Sécurité du chantier : Justification de la mise à disposition sur le chantier des Equipements de protection individuelle

5-2 .Propreté du chantier : Justification des démarches et procédures mises en œuvre

5-3.Traitement des déchets : Justification des démarches et procédures mises en œuvre
(*Présentation du SOGED*)

ANNEXE X**CADRE DU SCHEMA D'ORGANISATION ET DE GESTION DES DECHETS****Le cadre réglementaire :**

- ⇒ La circulaire du 15 février 2000 relative à la planification et à la gestion des déchets de chantier du BTP
- ⇒ L'arrêté préfectoral du **7 avril 2003** portant approbation du plan de gestion des déchets de chantier du B.T.P. du **Finistère**
- ⇒ La Directive européenne cadre sur les déchets n° 2008/98/CE du 19 Novembre 2008
- ⇒ La loi n° 2009-967 du 3 Août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de L'environnement
- ⇒ La loi n° 2010-788 du 12 Juillet 2010 , portant engagement national pour l'environnement
- ⇒ L'Ordonnance n° 2010-1579 du 17 Décembre 2010, portant diverses dispositions d'adaptation au Droit de L'Union Européenne dans le Domaine des Déchets
- ⇒ Le Décret n° 2011-828 du 11 Juillet 2011 portant diverses dispositions relatives à la prévention et à la gestion des déchets
- ⇒ L'arrêté du 18 Août 2014 approuvant le Programme National de Prévention des Déchets 2014-2020 (PNPD),
- ⇒ La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et créant les Plans Régionaux de Prévention et de Gestion des Déchets issus des activités du Bâtiment et des Travaux Publics,
- ⇒ La loi n° 2015-992 du 17 Août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte
- ⇒ L'Ordonnance n° 2016-1028 du 22 Juillet 2016 relative aux mesures de coordination rendues nécessaires par l'intégration dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, des schémas régionaux sectoriels mentionnés à l'article 13 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- ⇒ Articles L.541-1 et suivants et R.541-7 et suivants du Code de L'Environnement .

Au vu de ce cadre réglementaire, et dans une démarche de développement durable initiée au Conseil Général du **Finistère**, il a été instauré un Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) dans les marchés de travaux.

Le Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED).

Le SOGED constitue le document de référence à tous les intervenants (maître d'ouvrage, entreprises, maître d'œuvre...) traitant spécifiquement de la gestion des déchets du chantier.

Le SOGED décrit l'organisation technique de la gestion des déchets. Il s'agit d'un document dans lequel sont précisément décrites les mesures prises pour une bonne gestion des déchets (responsable « déchets », sensibilisation personnel, tri prévu, logistique, traçabilité, filières de valorisation ou d'élimination).

Il est remis par l'entreprise avec son offre et mis au point définitivement en phase de préparation du chantier.

Il convient donc de renseigner par l'entreprise les rubriques suivantes et le tableau ci-joint :

Unités de recyclage :

[illegible]

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

4. Précisez comment sera effectué le tri sur le chantier des différents déchets de chantier à évacuer (bennes, stockage, emplacement sur le chantier des installations, etc.) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

5. Notez les moyens matériels et humains qui seront mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Document annexé :

⇒ Tableau récapitulatif de Gestion des Déchets.

- ⇒ Bordereau de suivi des déchets de chantier (la liste des déchets pour lesquels il conviendra d'établir un bordereau de suivi sera arrêtée lors de la période de préparation de chantier).

Tableau récapitulatif de Gestion des déchets

L'ensemble des déchets qui seront produits sur le chantier doivent être précisés dans le tableau ci-dessous, qu'ils soient triés ou gérés en mélange (y compris tout venant) °

TYPE DE DÉCHETS	QUANTITÉ ESTIMÉE °	FILIÈRE DE GESTION °°°	TYPE DE TRAITEMENT	MOYENS UTILISÉS	JUSTIFICATIF Moyens de contrôle et de traçabilité
<i>Précisez la nature des déchets que vous avez décidé de trier et ceux qui seront gérés en mélange</i>	<i>Évaluez les quantités de déchets de votre chantier</i>	<i>Indiquez les coordonnées des filières</i>	<i>Précisez le devenir des déchets</i>	<i>Précisez le matériel utilisé</i>	<i>Indique quel justificatif vous pouvez produire concernant le dispositif mis en place</i>

Nom de la personne ayant renseigné le SOGED

Cachet et visa de l'entreprise

EXEMPLE DE GESTION DES DECHETS

TYPE DE DÉCHETS	QUANTITÉ ESTIMÉE °	FILIÈRE DE GESTION °°	TYPE DE TRAITEMENT	MOYENS UTILISÉS	JUSTIFICATIF Moyens de contrôle et de traçabilité
Exemple : déchets inertes	300 m ³	Concassage sur site	Utilisation sur place une fois concassés / criblés	Type et puissance du concasseur, crible, etc.	Tonnage concassé sur le site (n° compteur)
Exemple : bois	40 m ³	Entreprise X	Valorisation sous forme de panneaux de particules	Benne de 12 m ³	Bordereau de suivi de déchets industriels banals
Exemple : emballages de peinture	3 m ³	Entreprise Y	Valorisation sous forme de combustible de substitution	Palette	Bordereau de suivi de déchets dangereux (rappel : document obligatoire)

° Un **fascicule d'aide à la gestion des différents types de déchets de chantier** est disponible sur le site de l'ADEME :

<http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=83624&p1=00&p2=02&ref=17597>

Pour aller plus loin : **guide ADEME « prévenir et gérer les déchets de chantiers »** (2009)

<http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=61920&p1=00&p2=05&ref=17597>

°° Lien vers des outils de calcul et d'estimation <http://optigede.ademe.fr/tri-sur-les-chantiers>

°°° Pour localiser les prestataires de collecte et les installations de gestion des déchets de chantiers, consultez : <http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/>

Les déchèteries des collectivités ouvertes aux professionnels sont localisables sur <http://www.sinoe.org/filtres/index/thematique#table-annuaire>

QUELQUES DEFINITIONS UTILES

DECHET : (selon article L 541-1-II du Code de l'Environnement)

Est un déchet tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon.

DECHET ULTIME : (selon article L 541-1 III du Code de l'Environnement)

Est ultime tout déchet, résultant ou non du traitement d'un déchet, qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux.

DECHETS INERTES : (selon article R 541-8 du Code de l'Environnement)

Ce sont les déchets solides, minéraux, non susceptibles d'évolution physico-chimique ou biologique. Ils ne se décomposent pas, ne brûlent pas, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine.

⇒ Déchets à potentiel polluant pratiquement nul, non réactifs, non évolutifs, non ou peu solubles. Valorisation par recyclage avec ou sans traitement.

Stockage en centre de classe 3 (juillet 2002 : stockage uniquement des inertes ultimes).

DECHETS BANALS (ou DIB-déchets industriels banals) :

Ce sont les déchets « non inertes et non spéciaux ». Ils présentent les caractéristiques physico-chimiques assimilables aux déchets ménagers et font donc l'objet des mêmes procédés de traitement que les DMA (déchets ménagers et assimilés).

Valorisation par recyclage, sinon incinération.

Stockage en centre de classe 2 (juillet 2002 : stockage uniquement des banals ultimes).

Déchets d'emballage : Réglementation spécifique ➤ stockage interdit, valorisation obligatoire.

DECHETS SPECIAUX ou DANGEREUX (ou DIS – déchets industriels spéciaux) :

Ce sont des déchets potentiellement générateurs de nuisances, toxiques et qui doivent faire l'objet de précautions particulières pour leur élimination. Certains, telle l'amiante sont soumis à des contrôles et réglementations spécifiques. Ils peuvent être des déchets organiques, des déchets minéraux liquides ou des déchets minéraux solides.

Collecte via les professionnels et centres de traitement.

Stockage des ultimes en centre de classe 1 ou spécifique (amiante).

CLASSEMENT DES DECHETS PAR NATURE

INERTES – I

Matériaux naturels non souillés.
 Déchets de gros-œuvre et/ou de démolition non souillés, compris bétons, briques, tuiles.
 Terres et matériaux de terrassement.
 Fibre-ciment sans amiante non souillée.
 Céramiques non souillées.
 Certains matériaux enrobés ou coulés, sans goudron.
 Amiante-ciment.
 Plâtre (1).

Recyclage, stockage en classe 3

(1) stockage en alvéole spécifique en classe 3

DANGEREUX – D – DIS

Amiante et produits dérivés.
 Certains bois traités (CCA, créosote...).
 Peintures et vernis.
 Colles animales, végétales, synthétiques.
 Solvants, diluants, mastics.
 Matériaux non secs souillés de peinture, vernis, colles...
 Huiles usées de toutes natures.
 Abrasifs, détergents.
 Absorbants, filtres, essuyages, protections souillées.
 Goudrons, brais, coaltar.
 Agents de soudage, brasage.
 Agents de protection : anti-corrosifs, adjuvants de bétons, agents de préservation du bois, ignifugeants...
 Accumulateurs et piles.

Elimination en centre de traitement spécialisé et/ou stockage en CET 1

BANALS – DIB – DMA

Emballages de toutes natures non souillés (2).
 Métaux non souillés : fonte, acier, inox, bronze, laiton, fer, aluminium, cuivre (alliages), zinc, plomb, étain, chrome, nickel.
 Câbles.
 Matières plastiques.
 Fibres végétales, animales et synthétiques.
 Laines minérales, laitiers.
 Verre.
 Bois non traités.
 Certains bois traités, panneaux de particules, placages, chutes.
 Produits de synthèse, complexes d'étanchéité bitumineux, caoutchouc, thermoplastique (polystyrène, PVC...), thermodurcissables, asphaltes.
 Matières plastiques composites, expansées, stratifiées, contrecollées.
 Matériaux de construction contenant de l'amiante avec liant non minéral (ex : vinylamiante).
 Certaines peintures et vernis sans solvants, secs.
 Matériaux secs souillés de peintures, vernis ou colles.

Recyclage ou valorisation après tri (de préférence sur chantier), incinération DMA avec valorisation énergétique, stockage en CET 2.

(2) la valorisation des emballages est obligatoire (stockage interdit).

ANNEXE XI**MODELE DE CADRE BORDEREAU DE LA GESTION DES DECHETS****GESTION DES DECHETS**

La gestion des déchets se fera en conformité avec la réglementation relative à l'élimination des déchets et aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment conformément à la circulaire du 15 février 2000 relative à la planification et à la gestion des déchets de chantier du BTP, à l'arrêté du 18 Août 2014 approuvant le Programme National de Prévention des Déchets 2014-2020 (PNPD), et aux articles L.541-1 et suivants et R.541-7 et suivants du Code de L'Environnement

Un tri sélectif des déchets devra être réalisé sur le chantier ou en centre de tri hors chantier, suivant la nomenclature :

- ⇒ « Déchets Inertes » tels que les gravats, les bétons, les ardoises, les pierres, les matériaux à base de plâtre, les terres cuites, etc.
- ⇒ « Déchets Industriels Banals » tels que les revêtements de sols et de murs, les bois, les plastiques (emballages, tuyaux) etc.
- ⇒ « Déchets Industriels Spéciaux » tels que les résidus de peinture, les pots de colles, de joints, les déchets contenant de l'amiante libre etc.
- ⇒ « Emballages » tels que housses PVC, ou PE, les cartons, les palettes, etc.

L'entreprise doit choisir les solutions de traitement respectueuses de la réglementation, préciser le mode de gestion et d'élimination et fournir une évaluation quantitative de ses déchets. Ces quantités ne seront pas contractuelles, cependant les sommes affectées seront incorporées au prix global et forfaitaire de l'offre présentée.

Libellé	Quantité	Unité	Prix Un.	Montant
<u>A – GESTION SUR LE CHANTIER</u>				
<u>A.01 – Traitement sur le chantier</u> Sujétions de traitement des déchets sur le chantier comprenant la manipulation, le tri, le stockage sélectif, compris toutes sujétions.	1	ENS.		
<u>B – COUT DE L'ELIMINATION DES DECHETS</u>				
<u>B.1 – ELIMINATION SANS VALORISATION</u> <i>L'entreprise doit obligatoirement préciser les quantités à traiter et le prix unitaire du traitement pour permettre le « suivi de la gestion des déchets ». (tonnage).</i>				
<u>B1.01 – Traitement DIS</u> Dans le cas de déchets industriels spéciaux, si un traitement préalable est nécessaire, coût de ce traitement. A) – Coût du transport Montant Sous Ouvrage..... x Ton. = B) – Coût du traitement Montant Sous Ouvrage..... x Ton. =	1	ENS.		
<u>B1.02 – Stockage de classe 1</u> A) – Coût du transport Montant Sous Ouvrage..... x Ton. = B) – Coût de l'élimination Montant Sous Ouvrage..... x Ton. =	1	ENS.		
<u>B1.03 – Stockage de classe 2</u> A) – Coût du transport Montant Sous Ouvrage..... x Ton. = B) – Coût de l'élimination Montant Sous Ouvrage..... x Ton. =	1	ENS.		

Libellé	Quantité	Unité	Prix Un.	Montant
B1.04 – Stockage de classe 3 A) – Coût du transport Montant Sous Ouvrage..... x Ton. = B) – Coût de l'élimination Montant Sous Ouvrage..... x Ton. =	1	ENS.		
B1.05 – Incinération sans récupération d'énergie A) – Coût du transport Montant Sous Ouvrage..... x Ton. = B) – Coût de l'élimination Montant Sous Ouvrage..... x Ton. =	1	ENS.		
B.2 – EVACUATION SUR PLATE-FORME DE TRI				
B2.01 – Plate-forme de tri ou de regroupement Externalisation du tri et du traitement des déchets A) – Coût du transport Montant Sous Ouvrage..... x Ton. = B) – Coût de l'élimination Montant Sous Ouvrage..... x Ton. =	1	ENS.		
B.3 – VALORISATION				
B3.01 – Recyclage A) – Coût du transport Montant Sous Ouvrage..... x Ton. = B) – Coût de l'élimination Montant Sous Ouvrage..... x Ton. =	1	ENS.		
B3.02 – Réutilisation A) – Coût du transport Montant Sous Ouvrage..... x Ton. = B) – Coût de l'élimination Montant Sous Ouvrage..... x Ton. =	1	ENS.		
B3.03 – Incinération avec récupération d'énergie A) – Coût du transport Montant Sous Ouvrage..... x Ton. = B) – Coût de l'élimination Montant Sous Ouvrage..... x Ton. =	1	ENS.		
C – SUIVI DE LA GESTION DES DECHETS Il sera réalisé un suivi des déchets évacués. Chaque conteneur sera identifié et répertorié. L'entreprise tiendra un registre des bordereaux qui seront établis suivant le modèle ci-joint (joindre le modèle de bordereau annexé à la recommandation T2-2000).				
	Montant HT			
	TVA 20,00 %			
	Montant TTC			

AUTRE MODELE DE BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER DE BATIMENT
déchets non dangereux et déchets inertes

Bordereau n°

1. MAITRE D'OUVRAGE (à remplir par l'entreprise) :

Dénomination du maître d'ouvrage :

Adresse :

Tél : fax :

Responsable :

Nom du chantier :

Lieu :

Tél : fax :

Responsable :

2. ENTREPRISE (à remplir par l'entreprise):

Raison sociale de l'entreprise :

Adresse :

Tél : fax :

Responsable :

Date :

Cachet et visa :

Destination du déchet	<input type="checkbox"/> Plateforme de regroupement <input type="checkbox"/> Compostage <input type="checkbox"/> Installation de stockage de déchets non dangereux <input type="checkbox"/> Centre de tri <input type="checkbox"/> Recyclage matière <input type="checkbox"/> Chaufferie bois <input type="checkbox"/> Incinération (usine d'incinération) <input type="checkbox"/> Installation de stockage de déchets inertes Autre :				
Désignation du déchet	Type de contenant	N°	U	capacité	Taux de remplissage
.....	.....	.....	.....	.....	1/2 <input type="checkbox"/> 3/4 <input type="checkbox"/> plein <input type="checkbox"/>

3. COLLECTEUR - TRANSPORTEUR (à remplir par le collecteur – transporteur sauf si identique entreprise) :

Collecteur - transporteur	Nom du chauffeur	Date :
Nom : .....	.....	Cachet et visa :
Adresse : .....	.....	.....
Tél / Fax : .....	.....	.....
Responsable : .....	.....	.....

4. VALORISATEUR / ELIMINATEUR (à remplir par le destinataire –valorisateur / éliminateur) :

Valorisateur / éliminateur :	Site de réception (adresse)		Date :
Nom : .....	.....		Cachet et visa :
Adresse : .....	.....	
Tél / Fax :	Unité	Quantité reçue	
Responsable : .....	.....	.....
Qualité du déchet :	<input type="checkbox"/> Bon <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Mauvais <input type="checkbox"/> Refus de la benne Motif..... Nouvelle destination		

Bordereau comprenant 4 exemplaires : *remplir un bordereau par lot (une copie du bordereau suit chaque conteneur du lot)*

- exemplaire n° 1 à conserver par l'entreprise
- exemplaire n° 2 à conserver par le collecteur - transporteur
- exemplaire n° 3 à conserver par le valorisateur / l'éliminateur
- exemplaire n° 4 à retourner dûment complété à l'entreprise et au maître d'ouvrage

ANNEXE XII**ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL DE L'ENTREPRISE**

Dans le cadre de l'engagement environnemental DE LA COMMUNE DE PLOUDANIEL, maître d'ouvrage de l'opération de construction d'une Maison Médicale et Sociale, **Place Alain Poher à PLOUDANIEL**, les entreprises attributaires des marchés de construction s'obligent, conformément à l'article 4.7.8. du C.C.A.P., aux prescriptions suivantes :

1. – **ARTICLE 4.2. – PREPARATION DU CHANTIER**

Les alinéas 3.4., 6, 7, 8 et 9 sont ainsi complétés :

Le planning établi en phase préparation intégrera des phases de contrôle de l'engagement environnemental :

- A l'interface entreprise,
- A l'agrément des matériaux et produits (article 4.7.3.),
- En fin de chaque phase sur le nettoyage et la gestion des déchets.

La communication vers les personnels (alinéas 10 et 11), intégrera les exigences de gestion des déchets, de volume sonore des matériels utilisés, de propreté du chantier.

2. – **ARTICLE 4.3.7. – VOIE DE CHANTIER**

La protection des voies existantes est un engagement du maître d'ouvrage. Toute inobservation de l'alinéa 4 sera pénalisée, conformément à l'article 8.1.10.

3. – **SUIVI ET EVALUATION**

A chaque phase suivante :

- ⇒ Fin de période préparation
- ⇒ Fin du gros-œuvre
- ⇒ Fin du clos et couvert
- ⇒ Fin des sols souples

Une évaluation sera établie par le maître d'ouvrage, le SPS et le bureau de contrôle (examen qualitatif sur le respect des prescriptions établies pour assurer la qualité environnementale du chantier).

4. – **RESPONSABLE DU SUIVI ET DE L'EVALUATION**

Le maître d'ouvrage confie au coordonnateur sécurité santé la mission complémentaire sur la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des engagements environnementaux en termes de gestion du chantier, déchets et nuisances.

Le suivi et l'évaluation des interfaces, de la conformité des produits sont confiés au maître d'œuvre.

5. – COMMUNICATION EN FIN DE CHANTIER

Le maître d’ouvrage s’engage à développer auprès des futurs résidants une communication ciblée :

- La gestion des ressources (énergie et eau) en relation avec ENEDIS-ENGIE,
- La gestion des déchets au quotidien.

Les entreprises titulaires des lots plomberie, électricité, chauffage, accompagnent le maître d’ouvrage dans ses relations avec les locataires.

Pour l’Entreprise,

Pour le Maître d’Ouvrage,
Joël MARCHARDOUR,
Maire de PLOUDANIEL

ANNEXE XIII**CONVENTION DE DELEGATION DE PAIEMENT**

Etablie conformément aux dispositions de l'article 135-I du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016, relatif aux marchés publics, qui prévoient désormais que :

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le Maître d'Ouvrage, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

ENTRE

La Société (l'entreprise).....

.....

Représentée par

Ci-après désigné « Le délégué »

ET

La Commune de PLOUDANIEL domiciliée à PLOUDANIEL - Coatdaniel (29260), identifiée sous le n° SIREN 212 901 797, représentée par Monsieur Joël MARCHADOUR, agissant en qualité de Maire de PLOUDANIEL et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après désigné « Le délégué »

ET

La Société (le fournisseur)

.....

Représentée par

Ci-après désigné « Le délégataire »

APRES AVOIR EXPOSE QUE :

La Société (l'entreprise)....., dans le cadre du chantier

..... qu'elle a conclu avec la Commune de PLOUDANIEL, a commandé auprès de

.....

pour..... € HT de.....

.....

.....

Afin de garantir la société quant au paiement de ces sommes et de ses autres créances que cette dernière pourrait détenir vis à vis de la société (l'entreprise)....., les parties se sont accordées sur la présente délégation de paiement imparfaite.

LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIVIT :

DOCUMENTS CONTRACTUELS

La présente délégation sera régie exclusivement par le présent document.

Toute modification de la présente convention ne pourra intervenir que par un avenant signé des trois parties.

ARTICLE 1 – OBJET

Afin d'assurer au délégataire le paiement des sommes en principal, intérêts, frais et accessoires qui lui sont dus ainsi que mentionné au préambule des présentes, le délégant délègue au délégataire, dans les conditions prévues par les articles 1337 et suivants du Code Civil, et 135-I du Décret n° 2016-360 du 25 Mars 2016, relatifs aux marchés publics, son débiteur (le délégué). Ce dernier intervenant aux présentes, déclare accepter la présente délégation et se reconnaît en conséquence désormais tenu personnellement et directement envers le délégataire.

Le délégué s'engage donc à effectuer tous ses paiements par lui dus au délégant, directement auprès du délégataire. Tout versement ainsi effectué libérera le délégué, à due concurrence à l'égard du délégant.

Il est entendu que la présente délégation produira ses effets pendant toute la durée du chantier et tant que toutes les créances que détiendrait le délégataire vis à vis du délégant au titre de ce chantier ne seront pas honorées.

La présente délégation n'entraîne pas novation aux obligations contractées par le délégant envers le délégataire au titre du chantier ci-dessus mentionné au préambule, le délégant restant tenu de toutes ses obligations envers le délégataire.

ARTICLE 2 – DECLARATION

Le délégué déclare n'avoir reçu à ce jour aucune notification de délégation ou de cession de créance ou signification de gage concernant les sommes et/ou créances faisant l'objet de la présente délégation et qu'il informera le délégataire de toute future cession ou délégation par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le délégant déclare qu'il n'a consenti aucune cession de créance, délégation, ni aucun gage concernant les sommes et/ou créances faisant l'objet de la présente délégation et qu'il n'existe aucune opposition concernant la créance déléguée aux présentes.

Le délégant déclare prendre à sa charge exclusive tous les frais, droits et taxes qui pourraient découler des présentes et/ou de leur exécution, notamment les frais de timbre et d'enregistrement.

ARTICLE 3 – EXECUTION

Pour la parfaite exécution de la présente convention, le délégataire présentera au délégué pour règlement un double de ses factures concernant le délégant, l'original de ces factures étant adressé à ce dernier.

Le délégué, sur avis du délégant, paiera par virement bancaire le montant de ces factures directement au délégataire, dans un délai de 30 jours fin de mois, le 15 du mois suivant à compter de la date de réception de la facture du délégant chez l'architecte.

Le non paiement de l'une ou l'autre de ces factures dans le délai rendra le délégué et le délégant solidairement redevables d'une pénalité égale à 2 fois le taux d'intérêt légal plus deux points et ce nonobstant la réclamation par le délégataire de la réparation de l'intégralité de son préjudice, qu'il soit direct ou indirect, prévisible ou non, compris tous les frais engagés dans ce cadre.

En aucun cas, le délégant ne pourra opposer au délégataire les exceptions tirées de ses rapports avec le délégué et/ou des rapports du délégué avec le délégataire.

Le délégataire entend renoncer à l'inopposabilité des exceptions à l'égard du délégué la Société Anonyme d'HLM d'Armorique.

ARTICLE 4 – LITIGE

Le présent contrat est soumis exclusivement au droit français.

Tout litige relatif à la conclusion, à l'exécution ou à la résiliation de la présente convention est soumis aux Tribunaux du lieu d'exécution des Travaux ou dont dépend le siège social d'une des parties, que ce soit en référé, qu'il y ait pluralité de défendeurs ou appels en garantie.

Fait à

Le

Pour le Délégant (1)

Pour le Délégué (1)
Commune de PLOUDANIEL
Joël MARCHADOUR
Maire de PLOUDANIEL

Pour le Délégataire (1)

(1) Signature + cachet